

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
Secrétaire de la Rédaction :
Gaston CALMETTE
 Téléphone : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT

Fondateur

RÉDACTION
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	45	80	150
Départements.	48	85	155
Union Postale.	21	40	75

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Lettres d'un Conservateur

D'un château du Morvan.

Puisque vous avez fait bon accueil à ma première communication, je me crois autorisé à vous en adresser une seconde et à tirer encore une fois sur la corde de la cloche d'alarme.

Des conversations que j'entends autour de moi, de tout ce que je lis, il me semble émaner qu'en ce moment-ci, en France, on attend quelque chose d'inconnu et de nouveau. Je ne vous dirai pas que nous sommes à un tournant de l'histoire ; c'est une locution de journaliste qui me paraît dénuée de sens, car si l'on étudie un peu l'histoire on s'aperçoit bien vite qu'elle tourne perpétuellement comme un cheval de manège. Elle se recommence sans cesse. Et comment pourrait-elle faire autrement, puisqu'elle est toujours faite et subie par l'homme qui est toujours resté le même depuis que l'histoire a commencé, qui a toujours les mêmes besoins, toujours les mêmes passions, les mêmes qualités, les mêmes défauts, et qui croit, sincèrement d'ailleurs, avoir changé les arrangements de sa vie sociale lorsqu'il leur a donné des noms nouveaux ?

Mais je vous dirai que nous sommes à un tournant de cette histoire.

Jusqu'ici, depuis vingt-cinq ans, depuis qu'il a été démontré que l'Assemblée nationale de 1871 ne saurait pas ou ne voudrait pas restaurer la monarchie, tous les Français qui s'occupent de politique ont vécu sur la conviction que rien de fondamental ne serait changé dans leur gouvernement pour une période plus ou moins longue.

Cette période paraît usée. Si l'on néglige les préoccupations extérieures, qui sont cependant d'un grand poids et qui se traduisent par des inquiétudes en quelque sorte instinctives, le spectacle de ce qui se passe à l'intérieur suffit pour convaincre l'observateur que nous touchons au bout de quelque chose.

L'anarchie gouvernementale se traduit par des ligueurs dont les organisateurs se déclarent résolus à défendre un certain nombre de biens communs que les hommes ont précisément l'intention de conquérir lorsqu'ils se mettent en société, lorsqu'ils forment des nations. L'anarchie financière se traduit, elle aussi, par des ligueurs dont les membres réclament précisément ce que les gouvernements des nations civilisées ont l'habitude de réaliser, à savoir : l'ordre dans les finances et la proportion exacte entre les recettes et les dépenses. L'anarchie morale se traduit par une recrudescence de brutalité dans l'outrage, par un raffinement de perfidie, par une sauvagerie déshonorante de nature à déconcerter ceux qui préniaient le peuple français pour une population douce, paisible et généreuse.

Tout est ligue, tout est crise, tout est faillite. Manifestement, les républicains ne croient plus à la vertu intrinsèque de la République. Je voudrais espérer que les monarchistes croient encore à la vertu intrinsèque de leur monarchie. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le besoin d'un changement en fasse naître l'espoir.

Aussi, quand vous écoutez ce qui se dit après dîner dans les salons ou plutôt dans les fumoirs, car les hommes ne causent que là, vous constatez bien vite que le fond uniforme de toutes les conversations se réduit à ceci : Ça ne peut pas durer. A quand le coup d'Etat ? C'est précisément ce qu'on disait avant-hier chez moi, où j'avais réuni quelques amis de la contrée. Mes amis ont ceci de particulier, ou plutôt de général et de commun avec l'immense majorité des Français, que lorsqu'ils désirent fortement quelque chose ils ne se préoccupent jamais des moyens pratiques de l'obtenir. Ainsi, en ce moment-ci, ils demandent un coup d'Etat, et ils ne savent pas ce que c'est. Je les ai profondément stupéfiés en leur révélant qu'il n'y avait en France qu'un homme qui pût faire le coup d'Etat, et que cet homme était précisément M. Félix Faure. En effet, un coup d'Etat est par définition une entreprise extralégale du pouvoir exécutif qui brise la Constitution pour obtenir des prérogatives supérieures à celles qu'il possédait déjà. Il n'y a donc que M. Félix Faure et ses ministres qui puissent faire un coup d'Etat.

On m'a répondu : « Eh bien, et les généraux ? » J'ai répondu, à mon tour, que les changements si violents de gouvernement par l'initiative des généraux étaient ce qu'on appelle des prononcements ; que, par extension, cependant, on appelait coups d'Etat les changements illégaux de la Constitution opérés par les Chambres ; et j'ai ajouté qu'avec les émeutes dans la rue c'étaient là les seuls moyens qu'on eût de changer les institutions et de passer d'une forme de gouvernement dans une autre.

Donc, coup d'Etat tenté par l'exécutif, coup d'Etat tenté par les Chambres, révolte d'un général entraînant ses troupes dans une rébellion contre la Constitution, ou prononcement, et enfin émeute populaire : voilà les quatre seuls moyens de changer le gouvernement que nous offre l'histoire de ce dix-neuvième siècle, où nous avons épuisé à peu près tous les systèmes connus et réputés pour leur puissance destructrice. Or, aucun de ces quatre procédés ne paraît facilement réalisable à l'heure actuelle.

M. le Président de la République n'a aucune raison de faire un coup d'Etat. Il ne demande pas plus de prérogatives qu'il n'en a. Il ne se sert même pas de toutes celles qu'il possède. Le pouvoir lui a donné tout ce qu'il en attendait, et ce n'est pas un spectacle banal que celui de cette figure souriante, heureuse des témoignages extérieurs de respect qu'on lui prodigue et traversant notre époque

divisée et troublée avec tous les signes de la béatitude et de la satisfaction. Il n'y a rien à espérer de M. Félix Faure, au point de vue d'un coup d'Etat.

Peut-on compter sur un coup d'Etat parlementaire ? Encore moins. D'abord les Chambres ont la ressource de la révision de la Constitution, qu'elles peuvent voter. Et puis dans chacune d'elles il y a une majorité formidable pour garder ce qu'on a. L'autre jour, à la Chambre, on a voulu excuser sur le terrain politique à propos de l'affaire Dreyfus. On a commis l'imprudence de remettre la République aux voix, et tous les républicains s'étant ressoudés, il y a eu trois cents voix de majorité. Au Sénat, ce serait la même chose. Rien à faire, par conséquent, du côté des Chambres. Restent les généraux et l'émeute. Il n'y a rien à craindre ou rien à espérer, comme on voudra, de la part des généraux. D'abord, ils sont tous serviteurs respectueux de la loi. Ils le proclament, et c'est la vérité. Ensuite, aucun d'eux n'a sur les autres une de ces supériorités écrasantes qui découragent la jalousie et forcent l'obéissance. Si un général inspecteur concevait l'idée d'un prononcement, il aurait contre lui les quatre autres inspecteurs. Si un général commandant un corps d'armée soulevait ses troupes, il aurait contre lui les dix-huit autres commandants de corps d'armée. L'état-major général de l'armée française ne saurait fournir un César, par probité d'abord, par jalousie ensuite.

Quant à l'émeute, c'est fini. Il y a trop de différence entre les armes qu'elle peut se procurer et celles qu'on peut lui opposer. Cela ne se discute même plus ; sans compter que les émeutiers n'ont plus besoin de barricades pour parvenir ; les urnes leur suffisent.

Alors, il faudrait donc renoncer à sortir de ce que quelques-uns appellent le pétrin ? Non pas précisément ; mais ce ne sera pas facile. Je ne vois pour ma part que deux moyens : travailler le suffrage universel assez profondément pour qu'il élise des députés et des sénateurs décidés ou résignés à élire comme président de la République le duc d'Orléans, le prince Victor ou le prince Louis, qui feront ensuite un coup d'Etat pour devenir roi ou empereurs ; ou bien s'adresser au dieu des batailles qui désigne les Césars. Le premier moyen est un peu long ; le second est tout à fait dangereux. Si parmi mes collègues, les abonnés du journal, il en est qui possèdent une recette plus pratique et plus rapide, je leur serais bien reconnaissant de me la communiquer.

Le Vieil Abonné.

Échos

La Température

La situation varie peu. Le temps est doux, il est vrai, mais toujours au ondée. Hier encore, à Paris, la journée a été coupée à plusieurs reprises par des tombées de pluie assez fréquentes pour venir troubler les Parisiens dans leur habituelle promenade dominicale. Ces pluies sont d'ailleurs signalées en France un peu partout.

La température s'est abaissée sur les îles Britanniques et les Pays-Bas ; chez nous, au contraire, le thermomètre est à la clémente, car il marquait hier 10° au-dessus de la matin et atteignait 12° 1/2 vers la fin de la journée. Rien ne laisse donc prévoir un bien grand changement ; le soir, le baromètre indiquait 755 mm vers minuit.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 11° ; à midi, 15°. Beau temps.

« APPEL A L'UNION »

On trouvera plus loin un Appel signé par quelques citoyens dont les intentions me paraissent irréprochables. Les signataires se déclarent également respectueux de la justice et de l'armée, qu'ils considèrent comme des institutions indispensables, et par conséquent sacrées. Ils protestent de toutes leurs forces contre les attaques dont l'armée française a été l'objet de la part de quelques fous. Et ils affirment, ce que personne ne contestera, que la pacification plus que jamais nécessaire ne peut s'établir que si tous les bons citoyens affichent leur résolution de s'incliner devant la décision quelle qu'elle soit qui sera rendue par la Cour de cassation, interprète suprême de la justice de ce pays.

Maintenant que le globe terrestre est à peu près entièrement exploré et parcouru par des hommes audacieux qui en préparent l'exploitation, il est très rare qu'on puisse découvrir des peuplades aborigènes qui n'aient point encore subi le contact de l'Européen. Mais jadis, de hardis navigateurs ont souvent trouvé des tribus que rien n'avait encore dérangées de l'état primitif. Ils remarquaient, et ils ont consigné cette remarque sur leurs livres de bord, que ces cervelles naïves ne pouvaient s'accoutumer à l'idée qu'on ne doit pas se faire justice soi-même. Elles ne comprenaient pas que les Européens civilisés confessaient à des magistrats la répression des délits et acceptaient les sentences rendues par des tribunaux.

On est donc réduit à expliquer par un retour vers la nature — les savants disent une régression — la singulière conception des gens qui ont déclaré, sans réfléchir, que l'arrêt de la Cour de cassation, s'il n'était pas conforme à leur propre sentence, ne terminerait rien et ne serait pas accepté.

Cette menace ne signifie absolument rien au point de vue concret et ne répond même à aucune des dispositions mentales du Parlement, dont les cinq sixièmes acceptent et proclament nécessaire la révision, sans acceptation de partis. Lorsque la Cour de cassation aura prononcé, personne au monde ne pourra annuler sa sentence, ni même en retarder les effets.

Mais on conçoit néanmoins que devant l'entêtement de certains agités, des Français, épris de concorde et de solidarité nationale, se résignent à la besogne méritoire, mais humiliante, qui consiste à rappeler à leurs concitoyens les règles fondamentales sur lesquelles reposent les conventions sociales, et dont l'observation précisément distingue l'homme façonné par la civilisation de l'homme primitif.

Quand on veut se faire comprendre des enfants et les convaincre, il faut bien parler leur langage. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

Le Président de la République est allé chasser hier à Rambouillet, en compagnie de MM. Develle, Barbarin, comte Clary, Perrier, Rocques, Lannelongue et le commandant Moreau.

Avant de quitter Rambouillet, M. Félix Faure a rendu visite au colonel Thomas, qui fut un des héros de la charge de Reichshoffen et que ses anciennes et nombreuses blessures ont forcé dernièrement à se faire amputer.

La réception de M. Guillaume à l'Académie française aura lieu au commencement du mois de mars, et au cours de l'une des plus prochaines séances sera nommée la Commission chargée d'entendre la lecture de son discours et de la réponse de M. Mézières.

Le fauteuil du duc d'Aumale, qu'occupe à l'Académie M. Guillaume, est un de ceux qui comptent depuis la fondation le plus petit nombre de titulaires. Le duc d'Aumale était, en effet, le dixième. Mais les deux fauteuils qui détiennent à cet égard le record sont ceux qu'occupent aujourd'hui MM. Emile Ollivier et Gaston Boissier.

M. Emile Ollivier est, en effet, le neuvième titulaire du vingt-septième fauteuil, et M. Gaston Boissier est seulement le huitième académicien qui, depuis deux siècles et demi, occupe le trente-cinquième fauteuil, un vrai fauteuil de secrétaire perpétuel.

Les adversaires de la Mère Marie du Sacré-Cœur, cette religieuse dont les projets de réforme pédagogique intéressent si vivement le monde religieux et celui de l'enseignement, inventent chaque jour quelque nouveau moyen de jeter le discrédit sur son œuvre, approuvée cependant par le Saint-Père et encouragée par l'élite de l'épiscopat français.

Maintenant, ils annoncent que la Mère Marie du Sacré-Cœur a quitté l'habit religieux, après avoir appartenu successivement à plusieurs ordres, d'où elle aurait été expulsée. Et, précisant la première de ces calomnies, ils expliquent que la Mère Marie du Sacré-Cœur a été rencontrée récemment à Fribourg en vêtements civils.

Pas un mot de vrai dans tout cela, sauf le voyage à Fribourg. La Mère Marie du Sacré-Cœur n'a jamais appartenu qu'à un seul ordre, celui de Notre-Dame. Elle a pris l'habit à vingt et un ans, au couvent de Notre-Dame d'Issore (diocèse de Clermont), d'où elle est sortie très canoniquement pour entrer dans un couvent du même ordre, à Cavallion (diocèse d'Avignon), auquel elle n'a pas cessé d'appartenir.

Dispensée provisoirement de la clôture pour s'occuper de la fondation d'une école normale de religieuses, ce fut également dans ce but qu'elle accepta naguère sa translation du diocèse de Clermont au diocèse d'Avignon dont l'archevêque lui offrait son appui personnel en lui transmettant la bénédiction du Pape.

L'histoire, on le voit, est bien simple. Ajoutons que la Mère Marie du Sacré-Cœur a la bonne fortune d'être attaquée avec la dernière violence par les adversaires bien connus de la politique française de Léon XIII, et qu'elle reçoit chaque jour des évêques les plus dévoués à cette politique de nouveaux et bien précieux témoignages de sympathie.

La statue colossale de Ferdinand de Lesseps, que l'on doit ériger à l'entrée du canal de Suez, est aujourd'hui terminée. L'éminent sculpteur Frémiet, à qui avait été confiée l'exécution de ce gigantesque travail où il a su conserver toutes ses qualités de parfait artiste, bien que les dimensions de l'œuvre rendissent la tâche très délicate, a depuis longtemps livré son modèle aux praticiens et ceux-ci viennent à leur tour d'en envoyer des moulages à la fonte.

La statue de Ferdinand de Lesseps ne mesure pas moins, à elle seule, de six mètres quatre-vingts ; elle sera posée sur un piédestal dont la hauteur dépasse dix mètres. Ce piédestal sera décoré d'un bas-relief reproduisant les portraits des quatre hommes qui aidèrent de Lesseps dans son œuvre.

L'inauguration du monument de Ferdinand de Lesseps aura lieu dès les premiers jours du vingtième siècle, consacrant l'une des plus grandes œuvres, sinon la plus grande, du dix-neuvième.

Adèle Colin, la vieille gouvernante d'Alfred de Musset, qui publie ces jours-ci quelques pages de souvenirs intimes sur le poète, nous montrait hier le dernier autographe que d'une main tremblante il écrivit quelques jours avant sa mort.

Il est d'une poignante tristesse. C'est un reçu pour son éditeur, un « reçu de la somme de deux cents francs pour le mois d'avril 1857 », libellé par Adèle Colin, daté du 25 avril 1857 et portant ce seul mot de la main d'Alfred de Musset : *Approuvé*.

Il s'inquiétait des frais de ses obsèques !

La souscription ouverte par notre confrère le *Matin* pour offrir un torpiller

leur sous-marin au ministère de la marine atteignait hier la somme de 178,504 francs.

Disons à ce propos qu'un certain nombre de journaux des départements, désireux de s'associer à cette œuvre patriotique, ont ouvert des souscriptions qui viendront grossir celle du *Matin*.

Notre confrère annonce que les dispositions sont prises au ministère de la marine pour ordonner la mise sur chantier du sous-marin le *Français* dès que l'inscription du nouveau bâtiment au budget de 1899 aura été officiellement annoncée à la Commission de la Chambre.

Nous recevons la lettre suivante de l'un des directeurs de l'Agence générale des automobiles, M. F. Charron :

Monsieur le Rédacteur en chef, J'ai l'honneur de porter à votre connaissance le fait suivant :

Je revenais dernièrement d'un long voyage avec trois de mes amis et nous avions, de ce chef, payé à la Compagnie du chemin de fer d'Orléans plus de 2,000 francs.

Voulant téléphoner, je m'étais présenté au bureau mis à la disposition des voyageurs, dont l'accès me fut refusé par l'employé de service, sous prétexte que je n'étais plus voyageur du moment où je n'étais muni que de mon billet de retour.

J'espère qu'en ayant connaissance de ce fait, par l'intermédiaire du *Figaro*, l'administration de la Compagnie d'Orléans donnera les ordres nécessaires pour qu'un abus aussi ridicule prenne fin.

Veillez agréer, etc.

F. CHARRON.

La réclamation nous paraît des mieux fondées. Un voyageur muni d'un billet d'aller et retour, c'est-à-dire d'un billet ayant une durée limitée, est « voyageur » du moment où il part jusqu'au moment où il revient.

Les directeurs de l'Opéra ont demandé et obtenu du Conseil municipal un emplacement pour la statue d'Ambroise Thomas. Le monument sera érigé au parc Monceau, dans un site charmant, auprès de la pièce d'eau et de la vieille colonnade, non loin du monument de Guy de Maupassant.

Un Comité de directrices de maisons d'éducation s'est formé dans le but de créer des « maisons familiales de repos » pour les institutrices ou professeurs de lycées de jeunes filles, qui, après de durs labeurs, ne savent où prendre un repos bien mérité, surtout dans des conditions de respectabilité et de bon marché.

L'idée est excellente, mais il faudra beaucoup d'argent pour installer en bon air, avec un jardin assez grand, ces maisons de famille qui rendront de grands services.

En attendant, le Comité utilisera une partie de ses premiers fonds pour distribuer aux plus méritantes des bourses de repos.

La présidente du Comité est Mme Marion, directrice de l'Ecole normale de Sévres, à qui les dons doivent être adressés.

Le commandant Esterhazy sera entendu aujourd'hui par la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

Le ministère des finances vient de faire le relevé de toutes les valeurs étrangères pour lesquelles — conformément à la nouvelle loi du 10 juin 1898 — un représentant responsable des droits de timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu a été agréé, ou pour lesquelles un cautionnement a été versé et qui acquittent ces taxes annuelles.

Il résulte de ce travail qu'il y a, à la date du 1^{er} janvier 1899, 239 sociétés étrangères qui se sont ainsi soumises à la loi française. Ces 239 sociétés se répartissent en quatre groupes :

1^o Sociétés de chemins de fer, tramways et canaux ; ce groupe comprend 38 sociétés.

2^o Etablissements de crédit ; ce groupe comprend 25 sociétés.

3^o Sociétés diverses, c'est-à-dire sociétés industrielles, commerciales, minières ; c'est dans cette catégorie que se trouvent toutes les compagnies de mines d'or ; ce groupe comprend 179 sociétés.

4^o Enfin le dernier groupe est celui des villes étrangères ; il ne comprend qu'une ville, celle de Tunis.

La presque totalité de ces sociétés paye l'impôt à Paris. Huit seulement le payent dans les départements, à savoir : une à Calais, une à Bordeaux, une à Belfort, une à Lille et quatre à Lyon.

Les agréments des travaux de Paris.

Depuis qu'on s'est occupé des travaux de réfection des égouts, la portion du boulevard Saint-Germain comprise entre le boulevard Saint-Michel et la rue de Solferino menace de devenir impraticable.

Perpétuellement le sol s'affaisse, interrompant, sur une voie, la circulation des tramways, trois fois arrêtée à certains endroits et trois fois arrêtée à nouveau.

Jusques à quand ce petit jeu durera-t-il ?

Hors Paris

Courrier de Monte-Carlo : « Les journées de courses de Nice attirent sur le littoral un nombre considérable d'étrangers, parmi lesquels nos plus distingués sportsmen. Monte-Carlo est le point de ralliement général, en dehors des heures de sport. L'animation est vive dans la Principauté. Le *Grill-Room* du Café de Paris, rendez-vous du monde élégant, est de plus en plus en vogue. On y rencontre chaque soir les personnalités les plus en vue du monde aristocratique, les plus élégants hiverniers, les sportsmen les plus connus, tels que

MM. E.-V. Adam, comte de Juigné, Albert Menier, d'Aubermont, Edgard de La Charme, comte d'Anville, vicomte de Bourg, sir Tatton Egerton, prince Henri d'Orléans, prince Ruspoli, marquis di Rudini, comte de Turrel, comte de Montpelliér, duc de Dino, capitaine Oakley, sir George Chetwyn, lord Wandsworth, lord Saville, prince Cantacuzène, etc. »

L'empereur et l'impératrice d'Allemagne ont visité l'atelier du sculpteur Schott qui est chargé de l'exécution du monument qui sera érigé sur le champ de bataille de Saint-Privat.

C'est Guillaume II lui-même qui a dessiné l'esquisse de ce monument, avec un tel soin des détails qu'il n'a fallu que trois semaines au sculpteur pour en ébaucher la maquette, dont voici une description sommaire :

Un archange, harnaché de pied en cap, appuie les deux mains sur un glaive gigantesque ; à la main droite est accrochée une couronne de laurier ; les épaules sont recouvertes d'un manteau flottant au gré des vents.

Le monument aura trois mètres de hauteur, sans compter le socle qui sera orné de figures allégoriques, et sera érigé face à la frontière française, au milieu des pierres sépulcrales qui commémorent déjà la mémoire de ceux qui sont tombés à la sanglante bataille du 18 août 1870.

Nouvelles à la Main

Dans une brasserie de Montmartre : — Tout pour les peintres et pour les musiciens, jamais rien pour les poètes... C'est révoltant, à la fin !

— Voyons, mon cher, l'instant est mal choisi pour récriminer... Ne parle-t-on pas justement de construire de nouveaux hôpitaux sur la rive droite !...

Boireau n'est pas la tempérance même, cela se devine à la coloration de son teint. L'autre soir, il flirait au foyer d'un petit théâtre avec une jeune personne prompt à la riposte.

— Oh ! s'écria-t-il, très emballé, votre regard m'enivre !

— Avouez, répliqua-t-elle, que si vous ne vous étiez jamais enivré qu'avec des regards de femmes vous n'auriez pas le nez si rouge !

Le Masque de Fer.

APPEL A L'UNION

On nous communique sous ce titre l'appel suivant, avec prière de l'insérer :

Il ne s'agit pas d'une nouvelle ligue, mais de rallier, par une déclaration commune, les amis de la légalité et de la paix publique.

Les soussignés, déplorant les appels répétés à l'illégalité, à la violence et à la haine, persuadés qu'à l'heure présente le devoir de tous les Français est de travailler à la conciliation et à l'apaisement ;

Egalement respectueux de la Magistrature, gardienne de la Justice, sans laquelle aucune société ne saurait subsister, et de l'Armée, Ecole de dévouement et de sacrifice, nécessaire à la Nation pour la défense de son territoire et de ses droits ;

Affirmant l'égalité de tous les Français devant la loi ;

S'accordant pour déclarer que l'agitation actuelle, funeste aux intérêts vitaux de la Patrie, ne peut prendre fin que si tous les bons citoyens s'inclinent par avance devant la décision, quelle qu'elle soit, de la Cour de Cassation, Tribunal suprême du pays.

Jean AICARD, homme de lettres.

E. BEAUMONT, ancien chef d'institution.

A. BELLAIGUE, ancien président de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

BERTIN, photo-graveur.

Emile BOUTROUX, de l'Académie des sciences morales et politiques.

Adolphe CARNOT, de l'Académie des sciences.

CHARAUP, constructeur d'instruments de précision.

Etienne CHARAVAY, archiviste-paléographe.

Jules CLARETIE, de l'Académie française.

J. CORNÉLY, publiciste.

Alfred CROISSET, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Gaston DARBOUTX, de l'Académie des sciences.

GASTON DESCHAMPS, homme de lettres.

DRECHET, constructeur d'instruments de physique.

Henry FERRARI, directeur de la *Revue bleue*.

Paul JANET, de l'Académie des sciences morales et politiques.

Raymond KACHLIN, publiciste.

Th. KUSS, receveur de l'enregistrement, à Paris.

G. LABROUMET, de l'Académie des beaux-arts.

J.-P. LAURENS, de l'Académie des beaux-arts.

Ernest LAVISSE, de l'Académie française.

Charles de LAYENS.

L. LEMONNIER, chargé de cours à la Sorbonne.

LEQUEUX, ingénieur des arts et manufactures.

Anatole LEROY-BEAULIEU, de l'Académie des sciences morales et politiques.

E. MERCIER, directeur des études à l'Ecole polytechnique.

Pierre MILLE, publiciste.

Gaston PARIS, de l'Académie française.

F. DE RODAYS, directeur du *Figaro*.

Victorien SARDOU, de l'Académie française.

SULLY PRUDHOMME, de l'Académie française.

Prière d'adresser les adhésions au Comité de l'Union, 23, rue Denfert-Rochereau.

Les journaux qui voudront recueillir et publier les adhésions, sont priés de les communiquer à l'adresse ci-dessus.

LE TESTAMENT DE M. PIERSON

(Par dépêche de notre correspondant particulier)

Mirecourt, 22 janvier.

Un vieillard de soixante-seize ans, M. Louis Pierson, est mort dernièrement à Mirecourt et son testament, ainsi que je vous l'ai télégraphié hier, occupe non seulement les journaux locaux, mais encore la presse parisienne. Disons tout d'abord quelques mots du testateur. La notice biographique ne sera pas longue, car il occupa peu de place dans l'histoire locale elle-même. Né à Mirecourt, en 1823, il ne cessa de résider dans sa ville natale où il rempli, à une époque trente-cinq ans, les fonctions d'adjoint, d'ailleurs pendant une courte période. A un renouvellement du Conseil municipal, il ne fut pas réélu et il conquit dès lors une vive irritation contre ses concitoyens qui pâtissent aujourd'hui de ses dispositions testamentaires les excluant complètement de ses libéralités.

Esprit cultivé, avec une pointe d'originalité développée par la solitude pour ainsi dire complète dans laquelle il vivait, M. Louis Pierson comptait peu d'amis, mais chacun se plaisait à rendre hommage à sa grande honnêteté et à ses sentiments d'un patriotisme

Grains de bon sens

Eh bien ! mais, je trouve le procédé assez crâne.

M. Bastien, qui est avocat à Paris, m'autorise à livrer sa lettre à la publicité. Je le fais avec plaisir.

Voici donc cette lettre :

Paris, 10 janvier 1899.

A monsieur le préfet de Seine-et-Marne,

Monsieur le préfet,

Votre arrêté concernant la réglementation de la pêche pour l'année 1899 porte interdiction de la pêche à la cuiller.

Cette interdiction, prononcée contrairement à une jurisprudence constante, est, pour moi, illégale.

En conséquence :

Ne voulant pas me soumettre à une illégalité, j'ai l'honneur de vous informer que, le dimanche 22 janvier, présent mois, à deux heures de relevée, je me trouverai en bateau, sur la Marne, à Lagny, entre le pont de fer et le pont de pierre, et ce, quelque temps qu'il fasse.

Je vous invite, monsieur le préfet, à envoyer un garde ou un gendarme pour dresser procès-verbal de la contravention.

Déjà, il y a quelques années, un de vos prédécesseurs répondit à semblable invitation de ma part en rapportant la partie de son arrêté concernant l'interdiction dont s'agit. J'en suis satisfait.

Mais, aujourd'hui, j'ose espérer que vous voudrez bien me répondre nettement par des poursuites judiciaires ; et que vous ferez ainsi trancher définitivement, une fois pour toutes, à la grande satisfaction des pêcheurs à la ligne, mes confrères et coïncidant, une question qu'ils croyaient résolue en leur faveur et que vous avez jugé bon de soulever à nouveau.

Agrez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

E. BASTIEN.

Je vous avouerai que je ne sais pas en quoi consiste la pêche à la cuiller. Je ne suis pas pêcheur à la ligne, mais il faut croire qu'elle donne à ceux qui la pratiquent des jouissances toutes particulières puisque M. Bastien met tant de chaleur à défendre sa cause.

Il est bien probable que tous les cœurs de l'innombrable armée des pêcheurs à la ligne sont avec lui. J'imagine un beau dimanche d'entre eux viendront dimanche au rendez-vous où leur coïncidence vient de convier le gendarme du préfet. Ce sera un beau spectacle que celui des deux rivaux bordés de pêcheurs à la ligne, qui, pour la première fois de leur vie, quand ils diront : « Ça va mordre ! Vlà qu'ça mord ! » ne penseront ni au gendarme ni à l'abbé.

Je serais bien curieux de voir à quel parti s'arrêtera M. le préfet de Seine-et-Marne. Il est bien probable qu'il en veut à la pêche à la cuiller, à moins que, lui aussi, il ne sache pas ce que c'est, et qu'il l'ait prosaïquement tout de même, parce que ce ne serait pas la peine d'être préfet, si l'on n'empêchait pas de temps à autre les honnêtes gens de s'amuser comme ils l'entendent.

Mais il s'agit de savoir si la cuiller est illégale ou si elle ne l'est pas.

Les juges seuls ont qualité pour décider ce point important.

J'admire M. Bastien de témoigner d'un courage qui est fort rare en France.

Crier contre un arrêté qu'on trouve injuste, nous en sommes tous capables, et nous ne nous en faisons pas faute, à l'occasion ; mais provoquer un procès, le suivre, se donner le trac des comparutions de personne et des plaidoiries devant le Tribunal de première instance, d'abord, puis en Cour d'appel. Il y faut le génie processif d'un avocat doublé de la patience d'un pêcheur à la ligne. Il y faut aussi... il y faut aussi la résolution de caractère d'un bon citoyen décidé à faire, coûte que coûte, respecter son droit.

Francisque Sarcey.

LA JOURNÉE

Lundi 23 janvier

Le Parlement : A la Chambre, discussion du budget des affaires étrangères (2 h.).

Les listes électorales : Pour faciliter aux électeurs, occupés pendant la journée, les formalités d'inscription et de révision, les bureaux des maires resteront ouverts aujourd'hui, par exception, de 8 h. à 10 h. du soir.

Le tirage au sort : Commencement du tirage au sort, à 1 h., à la mairie du Louvre, pour l'arrondissement ; à 4 h., à Sévres ; à 9 h., à Versailles.

Conférences : M. E. Molinier, nouvelle conférence sur « les Ivoires du Louvre » (2 h. 1/2, salles mêmes du Musée). — M. Duval-Arnould : « Les Origines d'un grand ordre religieux » (3 h., Cercle de la rue du Luxembourg, 48).

La fête de la coiffure : Expériences de coiffures, suivies de bal, de la Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs de Paris (9 h., hôtel Moderne).

Dans les églises : Les Fiançailles de la Vierge. — Fête de l'Adoration à Saint-Thomas-d'Aquin (pendant trois jours, sermons : 9 h., par le R. P. Mazeras ; à 4 h., par le R. P. Billot ; à 8 h. 1/2, par le R. P. Gaudet). — Obsèques du marquis de Gouy d'Arzy (10 h., Saint-Philippe du Roule). — Réunion annuelle de l'Œuvre des campagnes, sous la présidence de M. Touchet (9 h. 1/2 du matin, 35, rue de Sévres).

Le Monde et la Ville

SALONS

M. et Mme Lagrange-Gaildraud ont donné avant-hier une brillante soirée dans leur hôtel de la rue du Bac, à l'occasion de la signature du contrat de leur fille Marcelle avec le docteur Cavasse. Beaucoup de jolies femmes et de ravissantes toilettes.

Très applaudis les interprètes du programme : Mme Coryn-Levasseur, Mlle Drunzer, MM. Chevillot, Coryn, Gervail, Raoul Paumier et le chansonnier Jean Battisti.

Grand succès pour deux jolies pièces : *Une tasse de thé*, comédie en un acte en prose de Nuyt et Derley jouée au Bois-Michel par Mlle Drunzer, MM. Gervail, R. Paumier et Chevillot ; *Une rose de Pierrette*, opéra-comique en un acte de M. E. Dell'Acqua, paroles de M. Van der Elst, interprétée admirablement par M. M. Coryn et Mme Coryn-Levasseur.

Le piano d'accompagnement était tenu par Mme Levasseur.

Le mariage sera célébré le mardi 31 janvier, à midi, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin.

Très brillante soirée dansante, avant-hier samedi, chez Mme F. Lemaire, en son appartement de l'avenue du Bois-Michel, Mlle Marcelle Lemaire, seconde de M. N. de la Vallée, a conduit le cotillon avec une maîtrise et une grâce. Entre deux valses, grand succès pour la maîtresse de maison, dont on connaît le joli talent de compositrice, dans l'exécution de sa Barcarolle sur piano et violon, et l'interprétation de sa gracieuse romance *Bien*.

d'amour, poésie de Raymond Vialatte ; ce dernier morceau, chanté d'une vibrante voix de baryton, avec rare expression et chaleur, par M. Faure.

Cette élégante fête s'est terminée le matin, fort tard, par un souper des plus gais.

De plus en plus suivies les intéressantes matinées musicales chez Mme Emile Herman dans ses salons de la rue Gounod. A celle d'avant-hier on a fait de longues ovations à la maîtresse de maison qui a joué prélude, fugue et variation de César Franck ; Rhapsodie de Liszt ; et Sonate pour piano et violon avec M. Lefort. Elle a partagé son succès avec Mlle Arbel, MM. Tournemire, Mazalbert et Lefort.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— La vicomtesse du Bouchage, née de Tossaint, a mis au monde un fils, qui, ainsi que sa mère, est en parfaite santé.

— M. Riccardi, le grand peintre italien, vient de terminer le portrait de la princesse Strozzi, née comtesse Brancina, en costume Directoire.

C'est une délicieuse aquarelle sur un morceau d'ivoire qui a trente centimètres de longueur et quinze de largeur.

La charmante princesse est en toilette de dames vieux rose, le devant en mousseline de soie jaune avec revers bleu vert ornés de dentelles de Bruges. Le chapeau, très grand, a les bords enrichis de diamants et émeraude et est surmonté de magnifiques plumes jaunes, vertes, mauves, bleues et blanches, qui rappellent les couleurs de la robe. Au cou, cinq rangs de perles. Aux mains, des mitaines terminées au poignet par des bracelets de perles.

La princesse Strozzi est debout, descendant l'escalier d'un jardin qui sert de fond au portrait.

Cette œuvre, d'une rare beauté, a été admirée, dans l'atelier du peintre, par S. M. la reine de Naples, Mme la duchesse de Vendôme, l'infante Eulalie d'Orléans et Mme la duchesse Paul de Mecklenbourg-Schwérin.

Une dépêche de Rome nous annonce que M. Ermete Novelli, le célèbre acteur italien, a été nommé par le roi Humbert grand-officier de la Couronne d'Italie.

CERCELES

— L'Exposition de peinture et sculpture du Cercle de l'Union artistique aura lieu cette année du 6 février au 10 mars. Le vernissage est fixé au dimanche 5 février.

Les œuvres des exposants seront reçues les 27 et 28 janvier.

MARIAGES

— On a célébré hier, au temple de la rue Notre-Dame-de-Nazareth, le mariage de M. Ilya Lapina avec Mlle Marie Goldschmidt. Les témoins du marié étaient : M. Antokolsky, le sculpteur bien connu, membre de l'Institut, et M. L. Lapina ; ceux de la mariée : le docteur Perlis et M. Jules Bloch. Dans la nombreuse assistance :

Baron E. Beyens, marquis de Biron, Mme et Mlle Antokolsky, M. Reubell, M. et Mme Sigismond Bardac, Mme van der Hoeven, le peintre Horanoff, et Mme Vasselle, M. Thomas, membre de l'Institut, etc.

CHASSES

— Très belle chasse, hier, dans les tirés de la Châtaigneraie, chez M. Edmond Blanc, député des Hautes-Pyrénées.

Parmi les tireurs : MM. Quintaa, Laroze, Jaluzot, Delpech-Cantaloup, Laurencin, députés ; Daubrée, directeur général des forêts, prince Léon Radziwill, comte de Saint-Alphonse, Pédaliu, Max Lacaze, Légière, Chevalot, Gaston Follonnais, lieutenant Thomas.

DEUIL

— Les obsèques de Mme Jamont, femme du généralissime de l'armée française, seront célébrées demain, à midi, en l'église Notre-Dame d'Auteuil.

C'est demain également, à dix heures, qu'on célébrera, à Saint-Philippe du Roule, les obsèques du regretté marquis de Gouy d'Arzy. Le deuil sera conduit par le marquis de Beauvoir, son beau-père ; M. Jean de Gouy d'Arzy, marquis de Beauvoir, son frère ; le comte de Beauvoir, le R. P. de Nadailac, Jésuite, ses oncles ; le duc Decazes, son cousin germain ; le marquis de Nicolay et M. François de Gouy d'Arzy, ses oncles.

— Un service funèbre sera célébré jeudi prochain, à dix heures, en l'église de l'Annonciation de Passy, pour le repos de l'âme de M. Charles de Bourqueney, lieutenant au 8^e chasseurs, fils du comte de Bourqueney, ministre plénipotentiaire, et de la comtesse, née Walowska.

— Nous apprenons la mort : — Du comte de Besenval, grand-père de la princesse Françoise de Broglie, décédé à l'âge de 87 ans ; — De la baronne de Fréville née de Moligny, veuve du baron de Fréville, pair de France, conseiller d'Etat et grand officier de la Légion d'honneur ; — De M. Pierre-Alfred Rousseau, colonel d'infanterie en retraite, ancien capitaine instructeur à Saint-Cyr, ancien commandant en second à l'Ecole de Saint-Maixent, décédé à Saint-Mandé, à l'âge de 58 ans. Ses obsèques seront célébrées à onze heures en l'église Notre-Dame de Saint-Mandé ; — De M. Georges Kell, professeur d'allemand au lycée Henri-IV, — Du docteur Lazare Sée, décédé à l'âge de 75 ans ; — De Mme Christine Lawrence, Courrière de M. de Méri, femme de M. Rousseau et petite-fille du célèbre Paul-Louis Courier, décédée à Pau à l'âge de 30 ans.

Ferrari.

A l'Etranger

NOUVELLES

HONGRIE

Budapest, 22 janvier. — Une révolte sanglante a eu lieu dans la commune de Uj-Szent-Anna (comitat d'Arad). Irrités déjà, depuis quelque temps parce que les autorités, sous prétexte de tendances socialistes, y avaient dissous une association agricole dont les membres soutenaient la parti de l'opposition parlementaire, les habitants de cette localité furent exaspérés, avant-hier, lorsque, à l'occasion d'un nouveau juge de paix, le gouvernement fit passer son candidat. Au nombre de 4,000 environ, les paysans, hommes et femmes, armés de fourches et de gourdins, allèrent alors, sous forme de protestation, assiéger la mairie. Quelques-uns d'entre eux ayant essayé de pénétrer dans la localité, furent repoussés à la baïonnette par les gendarmes de service. La bagarre éclata aussitôt. Plusieurs femmes, au premier rang, s'étaient ruées sur les gendarmes et ayant tenté de les désarmer, ceux-ci firent feu en tirant dans les tas. Six personnes, dont deux femmes, sont mortes sur le coup. En outre, on a relevé une trentaine de blessés, dont treize grièvement. Parmi ces derniers il y a sept femmes. Les autorités d'Arad, averties bientôt, ont envoyé sur les lieux, par train spécial, deux compagnies de ligne et un fort détachement de gendarmerie. En ce moment le village est en état de siège. De nombreuses arrestations continuent à être opérées. — DEGAFTON.

ITALIE

Rome, 22 janvier. — La communication des détails du programme russe pour la conférence du désarmement donne lieu, déjà, à un échange de vues entre le cabinet de Rome

et ceux de Berlin et de Vienne. Il paraît que les trois gouvernements feront des réponses identiques sur chaque point, l'idée de l'arbitrage est acceptée par eux.

Si elle est acceptée de même par tous, elle pourrait permettre au Pape, qui a toujours prôné l'arbitrage, d'avoir son représentant à la conférence. — FÉLIX.

ESPAGNE

Madrid, 22 janvier. — Le *Tempo* publie une interview d'un personnage anglais très important dont il ne veut pas citer le nom, et qui, parlant d'une personnalité très sérieuse, lui a fait les déclarations suivantes :

Il est certain que depuis quatorze mois, l'Angleterre a suivi vis-à-vis de l'Espagne une conduite qui n'a pas été amicale ; mais il faut pas oublier que la diplomatie n'a pas de cœur, et que dans la politique internationale, la fin justifie les moyens. L'Angleterre avait besoin d'assurer ses intérêts en Europe-Orient ; l'un de ceux qu'elle avait à sa disposition était de s'attirer les sympathies des Etats-Unis. Ceux-ci, assurant contre l'Angleterre, lui auraient procuré de grands avantages, tant qu'étant les alliés de l'Angleterre ils lui prêtaient de grandes forces.

Le triomphe de l'Espagne, même avec les navires construits par les chantiers britanniques, ne convenait nullement au plan caressé depuis longtemps par tous les ministères qui ont passé au Foreign-Office, car le triomphe de l'Espagne aurait été suivi de l'établissement de l'équilibre financier, de la réorganisation navale, du développement de l'armée et des fortifications sur les frontières. Si l'Espagne avait été victorieuse, les puissances européennes se seraient disputé son alliance, et avec leur aide le détroit de Gibraltar serait devenu un passage à la merci de l'Espagne.

En outre, l'Espagne a besoin de longues années pour se réorganiser à tous les points de vue.

L'Angleterre a déjà la suprématie en Asie et en Océanie, elle est sûre de l'Amérique. Il lui manque seulement pour être maîtresse du monde, d'être supérieure à toutes les alliances européennes et de pouvoir faire face, en Afrique, aux éventualités de l'avenir. L'Angleterre désire le concours de l'Espagne, qui lui refuse, mais elle espère néanmoins l'obtenir. Nous avons la certitude que bientôt l'Espagne lui prêtera son aide, car il convient bien mieux à ses intérêts d'être du côté de l'Angleterre, dont les plans n'ont jamais dévié, que du côté d'autres puissances continentales.

Nous ignorons pas que l'Afrique est l'avenir de l'Europe ; nous y avons de grands intérêts. L'Europe a besoin de défenses maritimes, et nous seuls pouvons lui donner l'Espagne, qui est si près de l'Afrique, pourrait nous aider avec ses milliers d'hommes sans crainte que les puissances continentales l'envahissent. L'Espagne pourrait avoir ainsi ce que l'Europe continentale ne peut lui donner : des navires. Elle se relèverait ensuite politiquement et financièrement.

Le personnage anglais interviewé a terminé en affirmant que l'Angleterre a parmi ses projets celui d'une alliance avec l'Espagne. Cette interview attire vivement l'attention.

EGYPTE

L'ADMINISTRATION DU SOUDAN

Le Caire, 22 janvier. — Voici les divisions administratives du Soudan :

Provinces de 1^{re} classe : Omdurman, s'étendant jusqu'à Abou-Haras, sur le Nil blanc, et jusqu'à Abou-Hasa, sur le Nil blanc ; Sennar, Kassala, Fachoda.

Provinces de 2^e classe : Assouan, Wady-Halfa, Souakim.

Le général Hunter a été nommé gouverneur d'Omdurman ; le lieutenant-colonel Lewis, gouverneur de Sennar, et le lieutenant-colonel Jackson, gouverneur de Fachoda.

ÉTATS-UNIS

LES AFFAIRES DE SAMOA

Washington, 22 janvier. — Les trois membres du cabinet d'Aguinaldo, que l'on croit chargés d'une mission secrète, sont arrivés ici.

Le sénateur Davies, rapporteur du projet de ratification du traité de paix, a déclaré à une délégation de trente-six membres du Sénat opposés à la ratification du traité qu'il ne consentirait pas à ce qu'on votât sur ce projet avant qu'il fût sûr qu'il passerait, et qu'il aimerait mieux le voir renvoyé à une autre session que d'accepter aucun amendement déclarant que les Etats-Unis n'ont pas l'intention de maintenir leur souveraineté sur les Philippines.

Au ministère de la marine, on a déclaré que l'*Oregon* se rend aux Philippines et non pas à Samoa.

On assure de nouveau, dans les milieux officiels, que l'incident de Samoa sera réglé sans difficulté et que la seule chose à craindre serait que quelque fonctionnaire des Etats-Unis à Samoa n'agit d'une façon répréhensible, sans l'assentiment de son gouvernement.

Bien que l'ambassadeur d'Angleterre n'ait pas encore reçu d'instructions à ce sujet, on assure que les Etats-Unis et l'Angleterre sont d'accord et qu'ils baseront leur action sur les termes du traité de Berlin, en attendant que celui-ci soit ratifié, ce que les Etats-Unis verraient d'un œil favorable.

CHINE

LES ÉVÉNEMENTS AUX PHILIPPINES

Hong-Kong, 21 janvier. — On télégraphie de Manille, 15 janvier, que les nouvelles de l'île sont absolument différentes des rapports officiels. D'après ces nouvelles, les indigènes ont complété les fortifications de la ville, et ils fortifient actuellement Chikimaras, situé en face d'Ilo-Ilo.

Les troupes américaines sont toujours à bord des transports qui sont à l'ancre près de l'île de Guimaras.

VOYAGE OFFICIEL

Hier, à eu lieu, à Dreux, la cérémonie d'inauguration du tramway de Dreux à Brezollon, important chef-lieu de canton de l'arrondissement.

Une très grande solennité avait été donnée à cette cérémonie qui avait réuni dans la charmante ville de Dreux MM. Paul Deschanel, président de la Chambre des députés ; Krantz, ministre des travaux publics ; Labiche, sénateur, président du Conseil général d'Eure-et-Loir ; Dubois, député de l'arrondissement, ainsi que les autres sénateurs et députés du département.

MM. Paul Deschanel et Krantz, arrivés de Paris par le train de neuf heures quarante-sept, ont été reçus à la gare par MM. Maître de Varenne, préfet d'Eure-et-Loir ; de Gaffroy, sous-préfet de Dreux ; Bonnet, maire de la ville, ainsi que par les sous-préfets du département, les conseillers généraux et les conseillers d'arrondissement.

Sur le quai, la musique de la ville a exécuté la *Marseillaise*.

Les honneurs ont été rendus par un piquet de vingt-cinq gendarmes à cheval, commandé par le capitaine Desprez.

Sur le boulevard Louis-Terrier, un bataillon du 124^e de ligne formait la haie. Une foule énorme se tenait sur le parcours du cortège, composé de quinze voitures, qui s'est rendu à la sous-préfecture, où ont immédiatement commencé les réceptions. Elles avaient lieu dans le grand salon de la sous-préfecture, que le très aimable et distingué sous-préfet de Dreux, M. de Gaffroy, avait fait artistiquement arranger, et qui, avec ses tentures, ses plantes et ses drapeaux, offrait un coup d'œil charmant.

Le ministre a remis, au cours de ces réceptions, la croix de chevalier de la Légion d'honneur à M. Pierre, conseiller

général du canton de Châteauneuf, le Mérite agricole au préfet d'Eure-et-Loir et à M. Audigier, sous-préfet de Nogent-le-Rotrou ; en outre, des médailles d'honneur ont été remises à MM. Marie, trente et un ans de service, et Gourdon, mécanicien, trente-deux ans de service, à la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest.

A onze heures, les réceptions étaient terminées, et chacun se retirait, enchanté de la bonne grâce et de la courtoisie de M. Krantz, qui avait su trouver pour tous un mot aimable et tout à fait en situation. En recevant, notamment, les officiers de la garnison, le ministre les a assurés de la sollicitude du gouvernement et de son attachement personnel à l'armée gardienne de la patrie et des institutions républicaines.

Un banquet de deux cent cinquante couverts a eu lieu ensuite au préau des écoles.

Des toasts ont été portés, notamment par le maire de la ville, le ministre et M. Deschanel.

M. Deschanel, qui fut au début de sa carrière publique sous-préfet de Dreux, a été l'objet d'une ovation des plus chaleureuses, et les applaudissements les plus vifs ont accueilli son discours et celui de M. Krantz.

Après le banquet qui s'est terminé à deux heures, le train officiel est parti pour Brezollon, dernier arrêt du nouveau tramway, et a été sur tout le parcours l'objet des acclamations.

A Brezollon, un nouveau banquet, de cent cinquante couverts, a été offert aux invités.

De nombreux toasts ont été portés, accueillis par les braves de l'assistance.

M. Krantz a salué les populations républicaines de la contrée.

M. Deschanel a bu aux électeurs du canton de Brezollon et à l'arrondissement de Dreux qui fut son berceau politique. Ces deux discours, très élogieux, ont été l'objet d'applaudissements prolongés.

Le train ministériel est reparti ensuite pour Dreux, où MM. Deschanel et Krantz, ainsi que de nombreux invités, ont pris l'express de 9 h. 15 pour Paris, laissant aux populations de Dreux et des environs le souvenir d'une journée des mieux remplies et des plus profitables aux intérêts politiques et économiques du département.

G. DAVENAY.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

NORD

3^e circonscription de Valenciennes

Inscrits : 22.686. — Votants : 19.571

MM. Sirot, républicain..... 10.977 ÉLU

Selle, rep. socialiste..... 7.890

Rémy, socialiste..... 520

En remplacement de M. Sirot-Mallevé, décédé.

MORBIHAN

1^{re} circonscription de Pontivy

Inscrits : 16.822. — Votants : 13.703

MM. Lanjuinais, conserv..... 8.187 ÉLU

Langlais, républicain..... 2.631

En remplacement de M. Langlais, dont l'élection a été annulée.

NOTES D'UN PARISIEN

J'ai passé hier ma journée en un charmant pays que je n'avais pas revu depuis l'été dernier. Du coin de mon feu, j'apercevais le jardin où si souvent nous avions déjeuné, entre amis, et où le soir nous nous attardions, à la brise tiède. Il était morné et triste, tout dénudé, sans feuilles aux arbres, et sans oiseaux sur les branches. Et, par delà la grille, dans la rue autrefois pleine de flâneries, les gens passaient, rapides, le collet relevé et les mains dans leurs poches.

Il me semblait que, pour la première fois, je prenais l'hiver en flagrant délit. A Paris, on ne se reconnaît pas toujours très bien au milieu des saisons. Il faudrait aller trop loin pour savoir si les arbres ont, ou non, des feuilles. On n'a guère le temps de s'occuper de ces détails, et les jours passent si vite que les mois se confondent, chevauchant les uns sur les autres, et nous nous en allons à l'aveugle, et nous ne savons pas ce que nous coûte ce point de repère.

Passé les fortifications, au contraire, la nature reprend ses droits, et les gens savent, rien qu'en levant le nez, quel est le quantième du mois, et s'ils sont à Pâques ou à Noël. Pas besoin d'almanach ; c'est la vaste cheminée, avec ses jolis feux de bois, qui marque décembre et janvier. Les soirées sont longues et silencieuses : on y peut rêver à l'aise. Mais la réflexion ne varie guère, et si elle n'est pas très neuve, elle n'est pas, non plus, très consolante. Tout ce gris, en effet, redeviendra rose ; toutes ces choses mortes revivront. Et les arbres, et la rue, tout ce qui est sans intelligence et sans âme, tout ce qui ne vit que machinalement, tout cela, après l'hiver, retrouvera le bel été fleuri. Nous seuls, quand notre hiver est arrivé, nous y demeurons, et tout, autour de nous, se renouvelle, alors, excepté nous !...

E.

REVUE DES JOURNAUX

L'*Intransigeant* a publié hier matin, sous la signature de M. Adolphe Possien, un article intitulé « Le Rôle du commandant Esterhazy » et qui porte, en sous-titre : « Ce que sera sa déposition ».

Les dreyfusards, dit M. Possien, paraissent attacher une importance considérable à la déposition du commandant Esterhazy et laissent entendre que si le commandant se déclarait l'auteur du bordereau, ce serait la démonstration éclatante de l'innocence de Dreyfus.

Nous ignorons complètement ce que M. Esterhazy pourra dire à la Cour, mais nous savons de source sûre que, quoi qu'il dise, sa déposition n'aura aucun intérêt.

Nous avons été, à ce sujet, très complètement renseigné par une haute personnalité militaire mêlée directement à l'« Affaire », et qui nous a dit textuellement :

« Les histoires qui ont couru les journaux et qui tiennent, par certaines exagérations et par de soi-disant révélations scandaleuses, au bas roman-feuilleton.

« *Jamais M. Esterhazy n'a été employé par l'état-major. Jamais le général Mercier, étant ministre de la guerre, n'a eu connaissance que le commandant Esterhazy, major d'un régiment d'infanterie, fut employé à un titre quelconque au service de contre-espionnage.* »

Le Liseur.

A BRUXELLES

(Par dépêche de notre correspondant particulier)

Bruxelles, 22 janvier.

Le nouvel ouragan qui sévit sur la Manche semble plus violent que celui qui, il y a quelques jours, a eu de si terribles conséquences. Des diverses villes du littoral arrivent des renseignements qui prouvent que la tempête est extrême. Le service des malles entre Douvres et Ostende est toujours suspendu. On ignore encore, au moment où je vous télégraphie, quand Monseigneur le duc et Madame la duchesse d'Orléans pourront s'embarquer.

D'après un télégramme adressé au duc de Luynes, Son Altesse Royale aurait tenté de fréter à ses frais un bateau pour faire la traversée, mais aucun patron n'a osé quitter le port.

Depuis hier sont encore arrivés, à Bruxelles, pour saluer le prince et la princesse, M. Guixon Pages, le comte de Sabran-Pontevès, M. Buffet, M. de Villamandey, M. François de Rouville, M. Georges Caries, M. Lucien Rouillet, le baron de Lormais, le comte de Castellan, M. René Chappuy, M. Melot, M. Henri de Turné, M. Heuriaux Varsayaux, M. Eugène Godfrey, le marquis de Luppé, le comte de Segonzac, le comte de La Bouillière, le comte de Fréchenbourg, M. Duval, M. Dupont-Bertin, le prince L. de Broglie, député ; de Mazère, comte de Sur-Luques, Jeger

PETITE REVUE

PAR CARAN D'ACHE

juger, à notre valeur. Nous les jugerons, nous. Disons-leur bien haut que, puisqu'ils s'accrochent à eux seuls le droit au travail, nous voulons qu'ils travaillent utilement. Et disons à nos enfants qu'il n'y a qu'un seul travail estimable : le travail productif.

Luttons pour écarter nos fils du travail improductif. Assez de bacheliers. Des laborieux l'Assez de vains parleurs, d'ambitieux infatigables. Des commerçants, des fabricants, des voyageurs qui répandront nos produits dans le monde ! Sauvons la France par le travail productif.

Bref, les dames françaises ont dit hier d'excellentes choses. Il ne nous reste qu'à souhaiter à la Société de n'être pas improductive.

Le Congrès des Chemins de fer

Les délégués des travailleurs de nos voies ferrées ont passé leur dernière journée au premier étage du café du Centre, retenu par eux pour leur congrès.

Là, dans une séance de nuit, ils avaient, quelques heures auparavant, voté, à l'unanimité moins une voix, l'ordre du jour suivant, qui met fin à la question de la grève avortée :

Le congrès déclare que le Conseil d'administration, en fixant le jour de la grève, n'a fait qu'obéir aux décisions du précédent congrès qui comptait en son sein la Commission des 25, et qu'il a fidèlement observé les statuts.

C'est l'absolution de M. Guérard si souvent incriminé. Aussi les congressistes ont-ils insisté pour qu'il restât le délégué du syndicat. Il a refusé.

Les délégués du P.-L.-M. et ceux de l'Algérie ont tout tenté pour le faire revenir sur sa détermination. Ils ont fait valoir les émoluments de 4,000 francs par an affectés à cette charge. Rien n'a réussi. Ils ont même réélu M. Guérard, ainsi que les autres administrateurs démissionnaires. Tous ont maintenu leur démission. Alors on a suspendu la séance pour l'examen préparatoire des candidatures à soutenir.

Pour cela on descend au rez-de-chaussée où, *inter pocula*, on cause du rapport de M. Guérard, des griefs des syndiqués, etc.

Les syndiqués affirment qu'ils ne sont nullement hostiles à leurs Compagnies respectives. M. Guérard en personne invite ses camarades à user désormais de modération auprès de leurs chefs supérieurs. La loi permet aux travailleurs de se réunir pour la défense de leurs intérêts : ils en profitent ; rien de plus.

La principale question en cause, on s'en doute, est celle des salaires. Les travailleurs du temps présent ne ressemblent plus du tout à ceux de notre enfance. Jadis, on tâchait de gagner son salaire pour être sûr de ne pas en être privé. Aujourd'hui, on étudie tout, on s'arme de chiffres, de documents, on sait trop de choses qu'on discute et dont on s'arme.

J'entends cette période :

— Je gagne 4,536 francs par an. En admettant que mes chefs travaillent dix fois plus que moi, ils mériteraient donc de gagner 45,360 francs.

En admettant qu'ils aient droit à la même somme sous le prétexte qu'ils valent dix fois plus que moi, nous pouvons donc leur accorder en tout 30,720 francs.

Or, il y en a qui gagnent 50,000 fr. par an, qui ont en même temps 50,000 fr. de bons de caisse et 50,000 fr. de gratification. Total : 150,000 francs.

Ils ne trouvent pas que ce soit de trop. Nous avons donc le droit, nous, de demander la surélévation de nos appointements.

C'est pour cette question surtout que les délégués veulent que le syndicat dure. Ils ne désirent pas du tout en faire une simple société de secours mutuel.

La réglementation du travail et de son salaire, tel est, tel sera leur principal vœu.

Aussi nomment-ils, en une seconde séance de nuit, de nouveaux administrateurs à qui ils donnent, en se séparant, la mission de faire tout le possible pour que le nombre des membres soit bientôt égal à celui de tous les travailleurs des chemins de fer.

On aura du mal, car, sur 300,000 travailleurs, le syndicat ne compte encore, après de nombreux efforts, que 70,000 membres.

Le Congrès du béton

Hier, à deux heures, s'est ouvert, à la Société des ingénieurs civils, le troisième congrès du « béton armé ».

Il durera jusqu'à mercredi soir.

Le béton armé a apporté, on le sait, toute une révolution dans la construction. On s'en est servi pour l'édification de la nouvelle église de Montmartre. On s'en sert pour la couverture de la tranchée du chemin de fer des Beaux-Arts, etc.

Les congressistes se sont contentés, hier, de constituer leur bureau et de mentionner les progrès accomplis. Pendant trois jours, on les verra visiter en groupe les établissements où le nouveau mode de construction est employé.

A les entendre, il n'y a plus d'incendies désastreux à redouter.

Alors, gloire à la science, au congrès et aux congressistes !

Charles Chincholle.

LA DELVOLINE

Lotion antiseptique pour les soins quotidiens de la barbe et des cheveux, la « Delvoline » assure à la tête une propreté absolue, condition essentielle de la santé. Elle prévient et empêche infailliblement la chute des cheveux, pour qui elle est l'équivalent de ce qu'est l'eau dentifrice pour les dents.

En vente, au prix de 5 fr. le flacon à la pharmacie Delvalle, 53, rue de Prony, et à la Pharmacie Normale, 19, rue Drouot.

LE MONDE RELIGIEUX

LA RENTRÉE DE L'ABBÉ FRÉMONT

Après une absence de longs mois motivée par le mauvais état de sa santé, M. l'abbé Frémont a fait hier à Saint-Thomas-d'Aquin une rentrée oratoire vraiment triomphale. Bien avant l'heure fixée pour la cérémonie, toutes les chaises disponibles de l'église étaient occupées ou retenues et l'allée centrale envahie. Au début de son magnifique discours, l'orateur semblait un peu fatigué, et l'on a pu craindre pendant quelques minutes, qu'il ne fût pas en pleine possession de ses moyens physiques. Mais, bientôt emporté par la chaleur même de son action, il a tenu pendant plus d'une heure l'as-

semblée d'élite qui l'écoutait sous le charme de sa parole toujours aussi vibrante, aussi captivante, aussi profondément sympathique.

Il s'agissait, ainsi que nous l'avons annoncé, d'un sermon de charité pour la reconstruction d'une pauvre église de village. Partant de là, l'abbé Frémont étudie ce que signifient les temples en général, et en particulier les églises catholiques.

Les temples, surtout plus nombreux que les théâtres, les Académies et tous les autres monuments, procèdent du besoin impérieux qu'éprouve l'âme humaine d'atteindre par l'hommage la cause première du monde, le législateur suprême, le souverain bien. Et l'orateur développe à sa manière, qui est excellente, trois des preuves classiques de l'existence de Dieu : celle de Fénelon, tirée de l'ordre qui règne dans l'univers ; celle de Kant, par l'« impératif catégorique », ou l'idée de devoir ; celle, enfin, qui s'appuie sur le besoin d'aimer inhé-

rent au cœur de l'homme tourmenté par l'infini, selon le beau mot du poète, argument dont l'exposé le plus merveilleux se trouve dans l'œuvre de saint Augustin.

Quant aux églises catholiques en particulier, elles se distinguent de tous les autres temples par les fonts baptismaux, par le tribunal de la pénitence, par la chaire, par l'autel. Les fonts baptismaux rappellent à l'homme la déchéance originelle ; le tribunal de la pénitence lui offre le pardon divin de ses fautes ; la chaire lui parle du magistère doctrinal et infaillible de l'Eglise ; l'autel, par sa table en forme de tombeau, par le tabernacle et la croix qui la surmontent, lui dit que le Christ est mort pour le sauver, qu'il a institué pour lui, avant de mourir, le sacrement de l'amour, et lui apprend enfin la vertu du sacrifice.

Je ne crois pas exagérer en affirmant que ce discours a causé une impression, une émotion profondes.

L'abbé Frémont a officiellement an-

noncé qu'il reprendrait, au prochain Avent, ses conférences de la Madeleine.

Julien de Narfon.

Très peu de monde, hier matin, à Notre-Dame, où les prières publiques pour la France, ordonnées par le cardinal Richard, à l'occasion de la reprise des travaux parlementaires, ont été célébrées selon le programme que nous avions donné le matin même.

La cérémonie était présidée, en l'absence de l'archevêque, par Mgr de L'Escaille, doyen du chapitre.

Les sénateurs et députés catholiques brillaient surtout par leur absence.

— Mgr Touchet, évêque d'Orléans, présidera ce matin, à neuf heures et demie, dans la chapelle de la résidence des Jésuites, 35, rue de Sèvres, la réunion annuelle de l'Œuvre des campagnes.

Sa Grandeur prononcera une allocution et donnera la bénédiction du Saint-Sacrement. Au cours de la cérémonie, sermon par M. l'abbé Odell, vicaire général, directeur des Œuvres diocésaines.



1. Saint-Cyr à Pétersbourg.
2. L'Exposition française en Russie.
3. L'Albin se prépare...

4. Nouvelle cuirasse à l'épreuve de la balle Lebel ; expériences concluantes.
5. Ouragan et tempêtes : « Inutile, Messieurs, je suis là ! »
6. Aux Philippines : Libérateur et libéré.

7. Enfin ! plus de chauves !... Et il paraît que cette fois c'est réel !

LES CURIOSITÉS DU STYLE

Il est très curieux de constater que, pour exprimer une même pensée, deux personnes ne se servent jamais de termes identiques. Nous faisons cette remarque en feuilletant les innombrables témoignages flatteurs qui se sont produits au sujet d'une découverte nouvelle. Jugez de la variété épistolaire des extraits de lettres venues de tous les points de la France, qui, à notre demande, sont à la disposition du public, 19, avenue de l'Opéra :

Vos verres isométriques m'ont considérablement soulagé la vue... — Avec grand merci justifié par plusieurs heures de lecture sans fatigue... — Vos verres sont excellents sous tous les rapports, ils défont toute comparaison... — Vos verres isométriques sont d'une limpidité merveilleuse et j'en suis très satisfait... — Je porte vos verres isométriques en vous écrivant ; la vision est extraordinairement nette, quoique le jour soit très sombre... — Vos verres répondent à tout ce que

vous annoncez, ils augmentent l'étendue de la vision et ne fatiguent pas l'œil... — Je suis ravi des verres isométriques, j'y vois trois ou quatre fois mieux qu'avant et je travaille longtemps sans fatigue.

Avouons que M. Tout-le-Monde a encore plus d'imagination que le réclameur le plus distingué.

Nouvelles Diverses

UN DRAME A LA BUTTE-AUX-CAILLES

Il y a une quinzaine de jours, venait habiter, 23, rue du Moulinet, une famille de misérables, composée d'un homme, d'une femme et de quatre enfants, âgés de seize, quatorze, douze et neuf ans. L'homme, Jules Sauljon, est chiffonnier, journalier quand il trouve de l'ouvrage. La femme, veuve depuis huit mois d'un nommé Noël, mort à l'hôpital, chiffonne et mendie... C'est M. Enfer, directeur du patronage Saint-Joseph, rue Bobillot, qui, voyant leur situation, les logea là, paya un mois de loyer et les autorisa à venir tous manger à la

« Mie de pain », société de secours qui fait partie de son patronage.

L'ami des enfants, Victor Noël, a eu la fièvre typhoïde et a été enlevé à Bicêtre. Il est guéri, mais n'a pas très bien la conscience de ses actes.

Hier, à une heure et demie, l'un de ses frères était descendu de leur mansarde avec des sabots aux pieds. Victor le suivit et lui enleva les sabots, qu'il se mit à déchausser avec un couteau. Comme le petit criait, la mère intervint et prit Victor par le bras en le réprimandant.

Victor se secoua pour se dégager, donna un soufflet à sa mère, puis, le couteau qu'il tenait à la main, il la frappa à la cuisse gauche.

A cette vue, les trois autres enfants s'enfuirent en criant à l'assassin. Saoulet courut chercher un gardien de la paix et Victor fut conduit au bureau de M. Remongin, commissaire de police.

La blessure de Mme Noël est légère. Après un premier pansement, elle a pu rentrer chez elle.

M. le commandant Deltroy, du 31^e régiment de ligne, détaché à l'hôtel-major, passait à cheval, hier à midi, dans les allées du jardin du Trocadéro. Le cheval, effrayé par les aboiements d'un chien, s'emballa et descendit à fond de train la pente rapide qui conduit à la Seine. Il allait, dans son affolement, franchir le parapet du pont d'Iéna et sauter dans le fleuve, lorsqu'il put être maîtrisé par le gardien de la paix.

Le commandant, qui n'avait pas une seule minute perdu son sang-froid dans cette si périlleuse occurrence, a vivement félicité l'agent de sa courageuse et heureuse intervention.

EXPLOSION A L'HÔPITAL TROUSSEAU

Le personnel de l'hôpital Trousseau a été mis en émoi hier soir, vers cinq heures, par une violente détonation. Les vitres de la salle de garde ont volé en éclats et des flocons de fumée en sortaient.

Voici ce qui s'était passé :

Un interne, M. Cordonnier, manipulant des matières chimiques dont la composition n'a pu être encore définie, quand tout à coup une formidable explosion se produisit. Une gerbe de flammes mit le feu aux vêtements de M. Cordonnier, qui fut grièvement brûlé sur diverses parties du corps, avant qu'on put se porter à son secours.

Des soins pressés lui ont été donnés et ses brûlures ne mettent heureusement pas sa vie en danger. Il en sera quitte pour quelques jours de traitement.

M. Brunet, commissaire de police du quartier, a ouvert une enquête.

Les dégâts résultant de l'explosion sont insignifiants.

Dans le courant du mois dernier, les appartements de Mme de Védrière et de Mme de Lécuse, dans le quartier des Champs-Élysées, avaient été cambriolés. Des valeurs représentant une somme de 15,000 francs environ, et de nombreux objets d'art avaient été emportés.

Des recherches avaient été aussitôt commencées par le service de la Sûreté. Elles viennent d'aboutir à l'arrestation d'un nommé Alphonse Rebillard, cocher de maison bourgeoise, que des agents ont pris, chez lui, hier matin, rue Demours.

La perquisition faite chez cet individu par M. Cochelet, chef de la Sûreté, a amené la découverte d'objets provenant de ces deux vols, que Rebillard, bien qu'il s'en défende, a dû commettre avec la complicité de plusieurs malfaiteurs.

LE FEU

Deux incendies ont éclaté, l'avant-dernière nuit, à Allorville, à quelques heures de distance.

Le premier s'est déclaré, vers deux heures, rue Sainte-Marie, dans l'usine de corroierie de M. Porquet. Les flammes ont fait, dès le début, de si rapides progrès, que, malgré la promptitude avec laquelle les secours ont été organisés, les ateliers et la maison d'habitation ont été complètement détruits. Les pompiers ont dû se borner à préserver les immeubles voisins.

Le second a éclaté, vers six heures, 105, rue Véron, dans un hangar contenant une grande quantité de fourrages et dépendant de la boulangerie Marais. Ce nouveau sinistre n'a pu être maîtrisé qu'après une heure de travail. Le hangar a été tout entier la proie du feu.

M. Gutzwiller, commissaire de police, a ouvert une enquête pour rechercher les causes de ces deux incendies.

Il n'y a eu aucun accident de personnes.

LA BANDE DES « CASQUETTES NOIRES »

M. Brunet, commissaire de police du quartier de Picpus, recevait, depuis près d'un mois, plaintes sur plaintes de nombre de ses administrés qui lui signalaient des vols et des agressions nocturnes. Les agents avaient beau redoubler de zèle, ils n'arrivaient pas, malgré leur surveillance, à pincer les coupables qui continuaient de plus belle à voler les particuliers et à assommer les passants attardés.

On finit cependant par apprendre que plusieurs individus vénéreusement surnommés des méfaits signalés à M. Brunet se réunissaient chez un nommé Van Kouf, dit « le Dos », âgé de vingt et un ans, habitant en garni, rue Claude-Decaen. On épia les allées et venues de ces bandits qu'on tenait à prendre d'un seul coup de filet.

Le commissaire ayant été avisé, dans l'après-midi d'avant-hier, que la bande était réunie chez Van Kouf, prit toutes ses dispositions pour capturer les bandits.

Accompagné d'un certain nombre d'agents, M. Brunet s'est rendu rue Claude-Decaen et est arrivé au moment psychologique. Les malfaiteurs étaient en train d'élaborer tout un nouveau plan de campagne.

A la vue des agents et du commissaire ceint de son écharpe, ils esquissèrent une tentative de résistance, les uns armés de couteaux, les autres de revolvers, d'autres enfin, brandissant des pinces-moignon. Mais ils furent rapidement réduits à l'impuissance, et Van Kouf et les dix membres de la bande dite des « Casquettes noires » dont il était le chef ont été conduits en lieu sûr. Ces individus auront à répondre, devant la justice, de crimes de toutes sortes.

LE CHOCOLAT VAN HOUTEN

Transformant le mot de Buffon, un encyclopédiste a dit que le chocolat était la plus belle conquête de l'homme. Oui, sans doute, mais à condition qu'il soit pur. Or, la base même du chocolat est le cacao ; tous les autres ingrédients ne sont que du remplissage ou du remplissage.

Parler du cacao pur, c'est nommer le Cacao Van Houten ; goûtez donc les nouveaux Chocolats Van Houten que cette maison vient de mettre en vente et goûtez, en vérité, la friandise la plus fine, la plus pure et en même temps la plus saine qu'on puisse offrir au public.

INTÉRESSANTE TROUVAILLE

M. Leseigneur, délégué de l'œuvre de la Bouchée de pain, a trouvé, samedi soir, dans le jardin du Luxembourg, sous un banc, un objet enveloppé de plusieurs papiers. C'était un tableau en relief, encadré sous verre et représentant le Christ sur la croix, entouré des saintes femmes. Ce tableau est enivoir admirablement travaillé.

Sur le cadre étaient deux étiquettes portant les inscriptions suivantes : « Musée 20,212, couverture de musée, ivoire sculpté, du XI^e s. » et « Missel ivoire de l'an 1014, du trésor de Bamberg, Munich. Bibliothèque royale ».

M. Leseigneur a remis sa trouvaille à M. Lagallarde, commissaire de police du quartier de l'Odéon. Le commissaire a fait examiner le tableau par M. Léonard Bénédite, conservateur du Musée du Luxembourg, et par M. Saglio, conservateur du Musée de Cluny. Ce dernier a reconnu l'œuvre pour avoir appartenu à l'École des Beaux-Arts. C'est une reproduction d'un chemin de la Croix, sculpté sur un missel du musée de Munich, qui a été volée à la chapelle des Beaux-Arts.

Le voleur est recherché.

Jean de Paris.

Mémento. — Une jeune fille de dix-neuf ans, Louise Morin, couturière, demeurant rue des Pyrénées, en garni, s'est suicidée hier en d'asphyxiant par le charbon. Motifs : chagrins d'amour.

* Des marins ont repêché hier après-midi dans la Seine, près du viaduc d'Antony, le cadavre d'un individu paraissant âgé de quarante ans et dont la tête avait été fracassée par l'hélice d'un bateau. Corps à la Morgue.

* On substitue des imitations à la vraie Crème Simon ; nous en prévenons nos lecteurs.

J. de P.

AVIS DIVERS

DENTS et DENTIERS sans crochets, ressorts et plaque. Adler, seul inventeur, 46, av. Opéra.

ENLEVEZ naturellement les points noirs de votre nez avec l'ANTI-BOLEOS de la Parfumerie exotique, 35, rue du 4-Septembre, qui résout l'épiderme et lui rend blancheur et netteté.

PAIN GRILLÉ JACQUET, 92, rue Richelieu.

GUERISON CERTAINE, soulagement immédiat des Rhumes, Toux, Bronchites, par le SIROP et la PATE PECTORALE au BAUME DU CANADA.

Le flacon de Sirop, 2 francs.

La boîte de Pâte, 0 fr. 90.

PHARMACIE NORMALE, 17 et 19, rue Drouot, 15 et 17, rue de Provence, Paris.

LES CADEAUX les plus appréciés par nos élégants sont les bijoux des délicates essences de chez M^{me} BLANCHE LEIGH, 4, r. la Paix.

LA MEILLEURE Poudre de riz, la seule recommandée par feu le savant Docteur Constantin James, est la DUVET DE NINON de la PARFUMERIE NINON, 31, rue du 4-Septembre.

Informations

Actes officiels. — Sont nommés trésoriers généraux :

Des Alpes-Maritimes, M. Galté, trésorier général à Monaco, en remplacement de M. Gravier, décédé ;

De Saône-et-Loire, M. Dufos de Saint-Amand, trésorier général à Châmbéry ;

De la Savoie, M. Martinier, trésorier général à Annecy ;

De la Corrèze, M. Georges de Fréville, trésorier général à Auch ;

Du Gers, M. Simon, receveur particulier des finances à Boulogne-sur-Mer.

* Sont nommés receveurs particuliers des finances :

A Boulogne-sur-Mer, M. Sédillot, receveur à Douai ;

A Douai, M. Prestat, receveur à Corbeil ;

A Corbeil, M. Bourdon, receveur à Bernay ;

A Bernay, M. Guérie, perceuteur de la même ville ;

A Saint-Gaudens, M. Héral, receveur à Saintes, en remplacement de M. Bourges, admis sur sa demande à la retraite ;

A Saintes, M. Texier, receveur à Gien ;

A Gien, M. Pandevant, sous-préfet de Montargis.

* M. Raux, ancien sous-préfet, est nommé sous-préfet de Montargis (Loiret), en remplacement de M. Pandevant, appelé, sur sa demande, aux fonctions de receveur particulier des finances.

Colonies. — Le ministre des colonies vient d'être informé de la mort de M. le gouverneur Dolisie, rentré tout dernièrement du Congo français, où il remplissait les importantes fonctions de lieutenant-gouverneur. M. Dolisie, âgé de quarante-deux ans seulement, avait été, on le sait, un des plus précieux collaborateurs de M. de Brazza, et était compté parmi les meilleurs hauts fonctionnaires de l'administration coloniale. Il a succombé, cette nuit, aux suites d'une pneumonie, conséquence d'un refroidissement contracté il y a peu de jours.

M. Guillaumin, aussitôt qu'il a connu cette douloureuse nouvelle, a fait parvenir l'expression de ses condoléances à la famille de M. Dolisie.

Il a désigné, pour le représenter officiellement aux obsèques, M. Savignan de Brazza, commissaire général honoraire du gouvernement au Congo français.

Conférence. — Hier a eu lieu, à l'école d'Aubervilliers (centre), une fête donnée par l'Association des anciens élèves. M. Moniez, inspecteur d'académie, était assisté de M. Edouard Petit, inspecteur général, et de M. Bonhomme, inspecteur primaire.

Dans une chaude allocution, M. Petit a montré quels progrès avaient réalisés les associations dans toute la France. M. Domart, maire d'Aubervilliers, a assuré les associations de la bienveillance de la municipalité, et M. Schneider, président de l'Association, a montré combien ces associations étaient florissantes à Aubervilliers.

M. Chaffour, professeur au lycée Janson de Sailly, a fait ensuite une très intéressante conférence sur les Etats-Unis d'Amérique.

Réunion. — Les anciens militaires du 79^e d'infanterie sont priés d'assister à leur réunion préparatoire qui aura lieu demain mardi 24 janvier, dans leur local de l'Union des sociétés régimentaires, 111, boulevard Sébastopol.

La souscription du « Matin ». — La Compagnie internationale des Procédés Adolphe Seigle, chargée de la construction de la chaudière du *Narval* par le ministère de la marine, a offert gracieusement, comme souscription, une chaudière semblable pour un nouveau sous-marin.

Gazette des Tribunaux

COUR D'ASSISES : Le beau mariage de M. Casse.

La Cour d'assises de la Seine jugera aujourd'hui lundi une aventureuse affaire de haut vol.

Justine Lunel, l'accusée, a épousé en 1883 un sieur Demortier, avec lequel elle a tenu autrefois une agence matrimoniale boulevard Saint-Germain. Le ménage fut détestable : la femme, qui prenait le faux nom de baronne de La Rochette et se livrait à toutes sortes d'intrigues, finit par se faire condamner en 1887 pour adultère. Mais le divorce n'a jamais été prononcé.

Depuis cette époque, la femme Demortier a couru l'Europe. On la trouve tantôt à Londres, tantôt à Rome, à Florence, en Belgique. Partout elle se donnait comme la veuve d'un riche banquier étranger et parvenait à extorquer des sommes considérables aux nombreux prétendants à sa main. Sa dernière condamnation remonte à 1892. Elle avait cette fois été présentée par une agence matrimoniale, sous le nom de lady Rosina Bluers, à un baron belge par lequel elle s'était fait donner, en cadeaux divers, 40,000 francs et 100,000 francs à titre de donation. Elle fut condamnée à trois ans de prison.

A peine sortie de la maison centrale, l'aventurière imagina une nouvelle intrigue qui lui a mené devant le jury de la Seine, et qui fut poussée cette fois jusqu'aux crimes de faux et de bigamie dans des conditions invraisemblables d'audace.

M. Casse, propriétaire de plusieurs maisons à Paris, un veuf de cinquante ans, père de trois enfants, songea vers le commencement de 1896 à s'adresser aux agences matrimoniales, non pas pour ses filles, mais pour lui-même. Déjà l'agence Petitjean lui avait trouvé une jeune personne qui lui apportait 150,000 francs, quand il reçut une demande de rendez-vous de la part d'une inconnue se disant veuve, riche, désireuse de se remarquer. Il se rendit à cet appel et rencontra la femme Demortier.

Comment celle-ci avait-elle connu l'adresse et la fortune de M. Casse ? Est-ce par l'agence Petitjean ? La directrice, Mme Petitjean, s'en est énergiquement défendue. Quoi qu'il en soit, l'accusée se présente sous les noms de Jeanne André, veuve Henry de Mortaert, propriétaire d'une maison sise à Paris, cité d'Hauteville n° 5, et dans un autre une for-

tune de 170,000 francs placés en dépôt à la Banque d'Angleterre. Elle ajouta qu'elle habitait Londres où son beau-frère était joaillier, mais qu'elle venait souvent à Paris voir une tante, Mme André, 48, rue de la Chaussée-d'Antin. Sa tante, disait-elle, l'aimait tendrement et lui défendait de contracter un nouveau mariage, pour la conserver toute à elle. Mais elle était résolue à braver cette défense en prenant toutes les précautions nécessaires pour cacher son union à Mme André, afin de ne pas perdre, avec ses bonnes grâces, l'héritage qu'elle avait en vue.

M. Casse fut séduit par le parti brillant qui s'offrait à lui. Il fut admis à faire sa cour et fut reçu par sa fiancée dans une maison meublée de Passy. De temps à autre, la fiancée s'absentait, mais elle entretenait l'amitié de son prétendant par une correspondance passionnée : « J'ai hâte de vous revoir, car je vous aime réellement. Je suis toute à vous, mon bien-aimé mari, et à bientôt, cher ami adoré ! »

En même temps, elle se faisait prêter des sommes importantes. M. Casse n'eut pas cependant le moindre soupçon et ne contrôla aucun des dires de sa future, sauf sur un point pourtant : il se rendit à l'immeuble de la cité d'Hauteville où il lui fut dit qu'effectivement l'immeuble appartenait à Mme André ; puis alla contrôler au bureau des hypothèques, où il lui fut déclaré que cet immeuble n'était grevé d'aucune inscription.

Comme les prêts faits à Mme de Mortaert finissaient par l'obliger lui-même à des emprunts onéreux, il hâta le mariage ; le 2 octobre 1896, il se rendit chez son notaire, M^{re} Colleau, qui dressa un contrat de mariage ; il était dit que la future, Mme de Mortaert, se constituait en dot les biens « ci-après désignés » :

Paragraphe 1, valeurs mobilières : 1^{re} Les habits, linge, etc., estimés à 6,000 francs ;

2^e Une somme de 170,000 francs déposée au nom de la future épouse à la Banque d'Angleterre.

Paragraphe 2, immeuble : Un immeuble situé à Paris, cité d'Hauteville, numéro 5.

Pour l'enregistrement seulement la future épouse évaluait ledit immeuble à 450,000 francs.

La future épouse déclare que les objets compris sous le n° 1 de son apport lui proviennent de ses économies, le n° 2 de successions ; que l'immeuble composant le paragraphe 2 lui provient de l'acquisition qu'elle en avait faite avant son premier mariage et que le tout est libre de toutes dettes et charges.

Lequel apport elle a donné connaissance au futur époux qui le reconnaît et consent à demeurer chargé par le seul fait du mariage en ce qui concerne les objets mobiliers et, en ce qui concerne la somme déposée à la banque d'Angleterre, par l'encasement qu'il en fera.

Aucuns titres ou papiers n'étaient annexés à ce contrat, mais il paraît qu'il est d'usage que le notaire s'en remette à son client pour la vérification de l'apport de sa future.

Immédiatement après avoir signé ce contrat, les futurs époux firent publier leurs bans à la mairie du dix-huitième arrondissement.

Après cette formalité, les fiancés se rendirent à Londres pour y acquiescer le délai de séjour, qui est très court, et le 13 janvier 1897 le mariage fut célébré suivant la loi anglaise, c'est-à-dire sans témoins, par l'officier de l'état civil du Strand. L'accusée a dû alors fournir de faux papiers, mais M. Casse déclare ne pas les avoir vus et on n'en a pas retrouvé trace. La police de Londres, consultée par commission rogatoire, s'est contentée de répondre que « le mariage a été fait légalement ».

L'avant-veille de la célébration, l'aventurière avait fait un coup d'audace : sous prétexte d'aller retirer à la Banque d'Angleterre les 170,000 francs de sa dot, elle se fit remettre un reçu signé de son futur époux. Elle avait affirmé à M. Casse que ce reçu était nécessaire pour que le frère de son défunt mari consentit au retrait. M. Casse avait vu plusieurs fois ce soi-disant beau-frère, le prétendu joaillier, mais il était en mauvais termes avec lui et il l'avait s'adresser à la Banque. Inutile de dire qu'il n'y avait jamais eu de dépôt, et que le soir Mme de Mortaert ne rapporta pas un shelling.

Elle parvint à faire patienter M. Casse, jusqu'au jour attendu de l'hyménée.

Puis, le soir de la cérémonie, elle exigea de son mari une procuration générale, et prétendit de l'irrégularité du mariage au point de vue de la loi française, elle se retira à son domicile personnel.

M. Casse souscrivit à ces conditions, signa le pouvoir et attendit patiemment le retour en France pour régulariser le mariage... et le consommé.

La fausse Mme Casse, qui l'avait quitté le 1^{er} mars, entra seule en France, et sa première visite fut chez M^{re} Pimont, l'honorable avoué au Tribunal. Elle lui exposa que M. Casse ne voulait pas régulariser le mariage, qu'il y avait lieu d'en demander la nullité et de réclamer à son pseudo-mari restitution des 170,000 francs dont elle avait le reçu.

Cette démarche extravagante n'eut pas de suite, si ce n'est une mesure conservatoire qui fut levée aussitôt par M^{re} Pimont, car il apprit presque aussitôt la fuite de son audacieuse cliente.

Cependant M. Casse était revenu à Paris quatre jours après sa femme. En ouvrant son coffre-fort, il s'aperçut qu'il avait été volé de 13,000 francs de titres et de nombreux bijoux.

Sa femme avait passé par là, écartant sous un prétexte quelconque les domestiques.

M. Casse porta plainte et la convocation du commissaire de police fut pour l'aventurière le signal du départ. Une instruction fut alors ouverte et révéla bientôt l'identité de Mme de Mortaert.

On n'eut qu'à se rendre à l'immeuble de la cité d'Hauteville pour apprendre que la véritable propriétaire était Mlle André, 48, rue de la Chaussée-d'Antin. Celle-ci fut consultée et, en voyant la photographie de Mme de Mortaert, elle reconnut de suite la femme Demortier, qu'elle avait eu autrefois pour compagne et pour amie.

On a fait pendant un an des recherches pour retrouver l'accusée ; ce n'est qu'au mois d'octobre dernier qu'on a fini par l'arrêter, à Marseille, au moment où elle se préparait à escroquer un pharmacien !

Telle est la dangereuse personne qui va comparaître devant le jury pour faux devant un notaire et devant un officier d'état civil anglais, pour bigamie et pour escroqueries.

Les débats promettent d'être assez pittoresques, surtout si l'accusée répond avec l'aplomb dont elle a fait preuve à l'instruction. Elle a soutenu jusqu'au bout qu'elle avait effectivement versé les 170,000 francs à M. Casse, et M. le juge d'instruction Fabre a poussé la complaisance jusqu'à faire procéder à une enquête à la Banque d'Angleterre, où naturellement il n'a jamais existé de compte au nom de Mme André de Mortaert.

En tout cas, les témoins seront intéressants : l'accusation en a cité dix-sept, parmi lesquels M. Casse, Mme Petitjean, directrice d'agence matrimoniale, M^{re} Boutfol, notaire à Argenteuil ; M^{re} Colleau, ancien notaire à Paris ; M^{re} Pimont et un certain nombre d'agents d'affaires.

M. Poupardin présidera les débats et M^{re} Lévy Alvarès présentera la défense de l'incorrigible aventurière.

Albert Bataille.

TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 22 Janvier

La tempête

LONDRES. — On signale de nombreux accidents, dus à la tempête, parmi la flottille de pêche de la mer du Nord.

Le paquebot-poste parti d'Ostende vendredi soir, après avoir attendu plus de vingt-quatre heures à Douvres sans pouvoir atterrir au port, a réussi à débarquer ses passagers et le courrier, cet après-midi, à Queensborough.

Un autre paquebot-poste belge a également débarqué passagers et courrier dans cette ville, un peu plus tard.

LILLE. — Hier, un économiste de Paris, M. Aubry, a fait, dans un des salons du Grand-Hôtel, une conférence où il a exposé l'état désastreux du commerce et préconisé le moyen d'y remédier par l'association de tous les intéressés.

Les sauveteurs de l'Oise

BEAUVAIS. — La Société des sauveteurs de l'Oise a célébré hier sa fête annuelle. Après une assemblée tenue à l'Hôtel de Ville, le cortège, en tête duquel marchaient M. Choquet, sénateur, président ; le préfet et les autorités civiles et militaires, s'est rendu à la cathédrale, où une messe solennelle a été célébrée pour les membres défunts.

Une foule considérable accompagnait le cortège. Le soir, un grand banquet a réuni les sociétés. Divers toasts patriotiques ont été portés.

Inauguration du monument de Fontenoy

Toul. — L'inauguration du monument élevé à Fontenoy-sur-Moselle, par le vainqueur du brillant fait d'armes accompli par les francs-tireurs de la Délivrance en 1870, a eu lieu ce matin au milieu d'une affluente conspécable.

M. le général de La Bégassière, gouverneur

de Toul, représentant du ministre de la guerre, est arrivé par le train de neuf heures trente.

Plusieurs députés, parmi lesquels nous avons reconnu MM. Chapuis, Gervaise, Ferret, assistaient à la cérémonie, ainsi que de nombreux généraux de Nancy et de Toul.

Dans le cortège officiel figuraient aussi MM. le sous-préfet de Toul, le maire de Nancy, le maire de Toul et ses adjoints, Mgr l'évêque de Nancy et de Toul, les anciens combattants de 1870, les survivants des francs-tireurs de la Délivrance, de nombreuses délégations de sociétés d'anciens militaires et de tir, etc.

A dix heures moins un quart le cortège s'est formé et s'est rendu à l'église pour entendre la messe.

L'issue de cette cérémonie religieuse, les autorités, les invités et la foule se sont placés devant l'église et là, Mgr l'évêque de Nancy, dans un discours tout vibrant de patriotisme, s'est adressé aux assistants, félicitant le Comité d'avoir associé la religion à cette cérémonie, et a terminé par trois cris répétés par toutes les poitrines présentes : « Vive la France ! Vive le drapeau national ! Vive l'armée ! »

Le cortège s'est ensuite reformé et s'est rendu au monument. Après l'exécution de la *Marsellaise* et de l'hymne russe la foule est allée enlevée aux cris de : « Vive la France ! » Les discours d'usage sont alors prononcés par M. de Sahune, président du Comité d'érection, qui, dans un langage élevé, a remis le monument à la garde de la commune de Fontenoy.

Le maire de Fontenoy a remercié le Comité d'une façon très aimable. Puis M. le général de La Bégassière a remis aux applaudissements de tous, la croix de la Légion d'honneur à M. l'abbé Briel, ancien curé de Fontenoy, curé de l'église Saint-Gengoul de Toul. Enfin M. le député de Toul a prononcé un discours éloquent et patriotique très applaudi.

La cérémonie s'est terminée aux cris de : « Vive la France ! Vive la République ! »

L'anniversaire de la bataille de Dijon

Dijon. — Aujourd'hui, à trois heures, les survivants de la brigade des Vosges, fêtant le vingt-huitième anniversaire de la bataille de Dijon, en 1874, se sont rendus au « monument du Drapeau », route de Pouilly.

Un piquet de sapeurs-pompiers et des clairons accompagnèrent le cortège, ainsi que les membres de l'Union des combattants de 1870-1871 et les membres du Comité de l'érection du monument à Genlis.

Un discours a été prononcé par M. Perrot, chef de la section de la Côte-d'Or. Il s'est terminé par les cris de : « Tout pour la Patrie ! Vive la France ! Vive l'Italie ! Vive la République ! »

La sécurité en mer

LA ROCHELLE. — Les récents naufrages, qui ont causé la perte de tant de vies humaines, mettent à l'ordre du jour la recherche de tous les moyens de sauvetage propres à assurer la sécurité en mer. Il y avait foule hier à La Pallice pour voir les essais d'un nouveau système de bateau inachvable et insubmersible imaginé par un employé du port de Rochefort, M. Henry. Ces essais ont été fort concluants.

Le bateau Henry, immergé sous l'effort de vigoureux palans, s'est redressé instantanément. Il s'est vidé en deux secondes de toute l'eau qui l'avait rempli.

Il n'y a pas de doute que des embarcations de ce système ne soient un énorme progrès sur celles déjà en service.

désormais les agents du Custom House ne se présenteront plus à bord des yachts qui pour s'enquérir de l'état sanitaire; ils ne s'inquièteront plus des vivres, tabacs, liquides, etc., se trouvant à bord. Toutefois, il fut spécifié, de façon expresse, qu'aucune quantité de ces provisions ne serait débarquée.

Depuis cette époque, jamais un yachtsman français n'a subi en Angleterre la moindre vexation; de son côté il n'a commis aucune infraction aux conventions stipulées. C'était une question de loyauté à laquelle personne n'a jamais manqué.

Pourquoi donc les agents de la douane de Nice tiennent-ils tant à se singulariser dans ce mauvais sens? On dit qu'ils agissent en vertu d'ordres supérieurs! Mais alors le ministre des finances est bien mal renseigné, puisqu'il impose à Nice des obligations qui ne sont en vigueur nulle part ailleurs, ni en France, ni à l'étranger.

Déjà, le 26 novembre dernier, la goélette anglaise *Morning Star*, à M. Curwen, battant le guidon du Royal Yacht Squadron, a eu à subir, en arrivant à Nice, une visite fort désagréable de la douane, qui a réclamé un inventaire complet de toutes les provisions de bord, un véritable manifeste de cargo-boat. Le yacht fut soumis à toutes les exigences de la douane, et on sait qu'elles ne sont pas minces!

Le bureau du Club nautique de Nice protesta auprès du directeur des douanes de Nice, contre cette mesure extrêmement préjudiciable au yachting, et en même temps, M. Raiberti, député des Alpes-Maritimes, et le prince d'Essling, président du C. N. N., se rendirent auprès de M. Peytral. Leur démarche eut une issue favorable, des instructions tolérantes furent adressées au service par le ministre des finances.

Tout à coup, les sévérités douanariennes viennent de renaître; la goélette anglaise *Ariadne*, et le steam-yacht français *Laranda*, entrant à Nice, venant de Marseille, ont été soumis à des perquisitions minutieuses des agents de la douane.

Qu'est-ce que tout cela veut dire? A-t-on découvert des fraudes? Des yachts seraient-ils en faute? Nous ne pouvons croire qu'un yachtsman s'abaisse au point de faire de la contrebande! Dans tous les cas il importe absolument que, pour notre bon renom, dans l'intérêt du yachting, tout soit tiré au clair, que Nice soit relevée de cette mise à l'index, car les yachts désertent ce port. Or, à cette époque de l'année, ce serait un préjudice énorme qu'il subirait sans qu'un acte quelconque, pouvant mériter de telles rigueurs, ait été commis.

Jib Topsail.

AUTOMOBILISME

Nos chauffeurs, habitués à brûler les étapes, ne perdent pas de temps lorsqu'il s'agit de mettre à exécution l'idée d'un jour.

Le comte Bosen de Périgord vient de prendre l'initiative d'une course de Saint-Germain à Rouen et retour (environ 240 kilomètres), qui se disputera sous la forme d'un challenge dont voici les principales conditions :

Le vainqueur devra relever tous les défis qui lui seront portés, appuyés d'un enjeu de 500 francs. Si son adversaire n'accepte pas le défi, le match qu'ils disputent, il restera détenteur de la coupe — et de l'enjeu déposé. Si perd, son adversaire reprend ses 500 fr., et enlève la coupe, même s'il ne bat pas le temps précédent de son adversaire.

Le détenteur de la coupe peut toutefois en devenir propriétaire :

1° S'il la gagne trois fois, de suite ou non.

2° S'il en reste détenteur trois mois sans qu'aucun défi lui ait été lancé.

Tous les véhicules pourront prendre part à cette course, à la condition que leurs propriétaires soient membres de l'Automobile-Club; il n'y a pas d'engagements à l'avance. Ajoutons que le prix unique consiste en un magnifique surtout de table.

Les concurrents n'auront qu'à se présenter jeudi matin, 26 janvier, à neuf heures du matin, à la grille d'Enfermont, où le départ sera donné quel que soit le temps.

Cette épreuve manquera peut-être d'organisation, mais il faudra montrer quelque indulgence pour une course dont la création remonte à hier.

Paul Meyan.

PETITES NOUVELLES

Automobilisme. — Si nous possédons en France un certain nombre de services publics de transports par automobiles il n'en est pas de même à l'étranger, où la nouvelle locomotion ne s'acclimatise que lentement.

Signalons cependant dans le Luxembourg l'établissement prochain de la première ligne desservie par des automobiles. C'est à la suite du rapport favorable adressé au Conseil d'Etat, et basé sur les résultats de notre concours des poids lourds, que le grand-duc a autorisé ce service.

Pour obtenir immédiatement une voiture automobile, il faut s'adresser à « la Parisienne », 71, avenue de la Grande-Armée. On y trouve la voiturette « Eclair », à deux et trois places, ainsi que des voitures plus puissantes, livrables à bref délai.

Mercure, première réunion du Comité de l'Automobile-Club de France dans les salons de l'Hotel d'Orléans, place de la Concorde.

La réunion que la marque Georges Richard s'est acquise dans l'industrie cycliste offre à tous les connaisseurs une sérieuse garantie. En matière automobile, les voitures qui sortent de l'usine de la rue Théophile-Gautier sont d'une rare perfection, comme tous les modèles qui portent la marque du trèfle à quatre feuilles.

La Commission sportive de l'U. V. F., désireuse de connaître au plus tôt les champions qui veulent rester dans leurs fonctions, prie instamment ceux qui n'ont pas encore répondu à la lettre qui leur a été adressée, par le secrétaire, de bien vouloir envoyer leur adhésion dans le plus bref délai, au siège social de l'Union, 21, rue des Bons-Enfants, à Paris.

Savez-vous le bureau du Touring-Club a dépensé, en cinq ans, en subventions destinées aux routes, création de trottoirs cyclables, pose de poteaux indicateurs, réfections partielles, etc.?

Pas moins de 196,264 francs. Et, ce qui est intéressant à noter, c'est la progression constante des sommes destinées à cet usage : 2,500 francs en 1894, près de 20,000 francs l'année suivante, 40,000 ensuite, 51,000 en 1897, et 80,000 francs l'année dernière!

Un grand économiste l'a dit : « Si la contrebande n'existait pas, il faudrait l'inventer. » Or, en matière de machine sans chaîne, comme en tout autre chose, il faut éviter la contrebande; aussi, prenez une Acatène-Métropole, elle est consacrée par cinq années d'existence, alors que toutes les autres « sans chaîne » en sont à leur apprentissage.

Le Racing-Club de France vient de tenir son assemblée annuelle. Après les divers rapports, il a été procédé à l'élection du président, des deux vice-présidents et du tiers sortant, soit cinq membres du Comité.

M. Michel Gondinet est élu par 234 voix sur 238 votants.

MM. Paul Lejeune et Doraux ont été respectivement élus vice-présidents.

Membres du Comité : MM. Dezaux, Lermusiaux, Paul Champ, Tixier, Mazzeuchelli.

Après l'assemblée générale, le Comité réuni a nommé MM. G. Raymond, secrétaire général; Paul Champ, secrétaire du Comité, et Foucault, trésorier par 11 voix sur 12 votants.

P. M.

TIR

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Paul Manoury.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

Plusieurs tirs très importants étant annoncés (concours international de Marseille, en mai; troisième match international à La Haye, en juin; sixième concours national à Malo-les-Bains, en juillet), le Comité de la Société de tir de Lyon a décidé de ne pas organiser de grand concours cette année.

Cette société donnera simplement un concours d'ouverture les 30 avril, 6 et 7 mai, et un concours de fin d'année, dont les dates seront fixées ultérieurement.

CHATELET. — 7 h. 3/4. — La Poudre de Perlin-papin.

GAITE. — 8 h. 1/2. — La Pille de Mme Angot.

AMBIGU. — 8 h. 1/2. — La Micoche.

NOUVEAUTES. — 8 h. 1/2. — La Dame de chez Maxim.

FOLIES-DRAMATIQUES. — 8 h. 3/4. — Folies-Revue.

BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 3/4. — Veronique.

THEATRE-ANTOINE (EX-MENUS-PLAISIRS). — 8 h. 1/2. — Résultat des Courses.

COMEDIE-PARISIENNE. — 8 h. 1/2. — Mirages; Franchise.

NOUVEAU-THATRE. — 8 h. 1/2. — Le Roi de Rome.

CLUNY. — 8 h. 3/4. — La Poulle blanche.

THEATRE DE LA REPUBLIQUE. — 8 h. 1/2. — La Porteuse de pain.

GAJAZET. — 8 h. 1/2. — Mam'zelle Paris; la Turbulence de Marjolain.

LA BODINIERE. — 9 h. — Théâtre de la Nature; La Création du Monde.

BOUFFES-DU-NORD. — 8 h. — La Es de Tréde.

BELLEVILLE. — 8 h. 1/4. — Le Bossu.

MONTMARTRE. — 8 h. — Les Misérables.

MONCEY. — 8 h. 1/4. — Mademoiselle Nitouche.

CIRQUE D'HIVER. — 8 h. 1/2. — Spectacle équestre.

CINEMA-TOGRAPHIE, fondé par MM. Lumière, de Lyon, 14, boulevard des Capucines (Salle indien).

Spectacles, Plaisirs du Jour

FOLIES-BERGERE. — 102 h. 59. — 8 h. 1/2. 62 CHAMPIONS.

GAITE DE LUTTES DE LA VILLE DE PARIS. Les Bonhairs; le Géant Constantin; Lidia; Biograph.

NOUVEAU CIRQUE. La Cascade merveilleuse; Merc. jeudi, dim. et fêtes et les Eléphants; plongeant; 2 h. 1/2.

NOUVEAU CIRQUE. Type du chuché dressé.

CASINO. MADAME MALBROUCK, ballet.

DE. Mlle Angèle Héraud — GALINETTI.

PARIS. 8 Séances — 32 Luteurs.

OLYMPIA. Tous les soirs, spectacle varié.

DE. LIDIA dans son répertoire.

GLACE. Le matin, de 9 heures à midi.

ELDORADO. Parons d'autre chose, revue.

SCALA. Mlle Polaire, Therval, d'Autrey, etc.

LA BODINIERE. Tous les soirs, à 8 h. 1/2.

PARISIENNE. Paristiana-Revue: A. Thibaud.

TRÉTEAU. 58, rue Pigalle. Tél. 136.42. Les soirs.

TABARIN. Smart! Le Gallo et Diéterle.

LES MATHURINS. Tél. 213.41. — 9 h. 1/4.

LES CAPUCINES. 9 h. 1/4. Le Coup de Gyron.

LES VAGUELLES. 9 h. 1/4. Les soirs, à 9 h.

FUNAMBULES. SEVERIN dans Pierrot.

CIRQUE MEDRANO. r. des Martyrs. Tél. 240.65. — 8 h. 1/2.

MOULIN-ROUGE. Tous les soirs, à 8 h. 1/2.

GRAND GUIGNOL. rue Chaplat (Tél. 228.34). — 9 h.

CIGALE. Tél. 407.60. — Jeane Broch, Wilbert.

A LA ROULETTE. 42, rue de Douai, 42.

CARILLON. — Tél. 256.43. — 9 h. 1/2. — Client sérieux.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.

CONCERT EUROPEEN. 5, rue Biot. — Tous les soirs.</